

Rapport Semestriel 2012

BOLLORÉ



SOMMAIRE

Rapport d'activité	p. 1
Comptes consolidés résumés semestriels	p. 9
Attestation du responsable du rapport semestriel	p. 37
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	p. 38

Rapport d'activité

SYNTHÈSE

- Le chiffre d'affaires s'établit à 4,7 milliards d'euros, en progression de 16 %.**
- L'ebitda est en hausse de 43 % grâce à la forte croissance des résultats des activités transport et logistique, distribution d'énergie, et à l'amélioration des résultats des autres activités (IER, médias, télécoms, holdings).**
- Le résultat opérationnel atteint 142 millions d'euros en progression de 5 % malgré la hausse importante des dépenses consacrées au stockage d'électricité (batteries, véhicules électriques) et au lancement d'Autolib'.**
- Le résultat net s'élève à 141 millions d'euros, peu comparable au résultat du premier semestre 2011 de 233 millions d'euros qui intégrait une plus-value de 141 millions d'euros sur la cession de titres Vallourec.**
Le second semestre 2012 comportera en revanche au minimum la plus-value de l'ordre de 380 millions d'euros sur Aegis réalisée à fin août 2012.
- Le résultat net part du Groupe ressort à 104 millions d'euros.**
- Le ratio d'endettement net sur fonds propres est pratiquement stable à 47 %.**
- Proposition d'acompte sur dividende de 2 euros par action.**

Résultats consolidés

En millions d'euros	1er semestre 2010	1er semestre 2011 ⁽¹⁾	1er semestre 2012	
Chiffre d'affaires	3 292	4 032	4 683	+16 %
Ebitda	200	220	316	+43 %
Amortissements et provisions	(86)	(84)	(174)	X2
Résultat opérationnel	114	136	142	+5 %
Résultat financier	(20)	121	(1)	
Part dans le résultat net des entreprises associées	146	41	76	
Impôts	(50)	(65)	(76)	
Résultat net	190	233	141	
dont part du groupe	165	214	104	

⁽¹⁾ Retraité du changement de méthode de comptabilisation des engagements du personnel (modification à partir du 1er janvier 2011)

- Une forte progression de l'Ebitda (+43 %) grâce à la bonne marche des activités du Groupe.
- Le résultat opérationnel est également en hausse (+5 %), malgré la forte croissance des dépenses consécutive aux efforts d'investissements consentis tout particulièrement dans le stockage d'électricité.
- Le résultat net s'établit à 141 millions d'euros contre 233 millions d'euros au premier semestre 2011, qui bénéficiait d'une plus-value de 141 millions d'euros sur la cession de 3,5 % du capital de Vallourec.

Bilan, Portefeuille, liquidité

En millions d'euros	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2011	Au 30 juin 2012
Capitaux propres⁽¹⁾	4 026	4 113	4 782
dont part Groupe ⁽¹⁾	3 729	3 796	4 447
Endettement net	1 760	1 884	2 224
Ratio endettement net/fonds propres	0,44	0,46	0,47
Valeur boursière du portefeuille de titres cotés⁽²⁾	2 208	1 859	2 286

⁽¹⁾ retraité du changement de méthode de comptabilisation des engagements du personnel

⁽²⁾ détail page 7

- Le Gearing est stable compte tenu de l'augmentation combinée des capitaux propres (+ 669 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2011) et de l'endettement net (+340 millions d'euros), consécutive à la hausse des investissements opérationnels et à l'achat de titres Vivendi pour 287 millions d'euros pour porter la participation du Groupe à 2,8 %.
- La valeur boursière du portefeuille de titres cotés (Aegis, Havas, Vivendi, Mediobanca, Vallourec, Socfin, Socfinasia...) est de 2 286 millions d'euros au 30 juin 2012.

- La cession à Dentsu d'environ 20 % du capital d'Aegis au début du second semestre 2012 pour 706 millions d'euros (le solde de 6,4 % sera apporté à l'offre publique de Dentsu).
- La Liquidité du Groupe s'est fortement accrue : plus de 1,5 milliard d'euros disponible confirmé à fin août 2012, dont un nouveau crédit syndiqué de 1 milliard d'euros à 5 ans et la cession des titres Aegis.

CHIFFRE D'AFFAIRES

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012	Variation	Variation à périmètre et change constants
Transport et logistique	2 335	2 650	+13 %	+11 %
Distribution d'énergie	1 477	1 817	+23 %	+16 %
Stockage d'électricité et solutions	112	107	-5 %	-6 %
Médias, télécoms, plantations, holdings	108	109	+0,4 %	+ 0,2 %
Chiffre d'affaires	4 032	4 683	+16 %	+ 12 %

- La croissance du chiffre d'affaires est de 12 % à périmètre et taux de change constants, bénéficiant de l'augmentation des volumes transportés dans le monde, de la hausse des prix et des volumes des produits pétroliers, et de la progression des recettes publicitaires des médias.
- En données brutes, la hausse atteint 16 % grâce, notamment, à la contribution de LCN (Les Combustibles de Normandie) sur l'ensemble du semestre après son intégration en février 2011.

RESULTAT OPERATIONNEL PAR ACTIVITE

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012
Transport et logistique ⁽¹⁾	187	263
Distribution d'énergie	10	15
Sous total	197	278
Stockage d'électricité et solutions	(33)	(112)
Médias, télécoms, plantations, holdings	(28)	(24)
Résultat opérationnel	136	142

⁽¹⁾Avant redevances de marque

Le Résultat opérationnel est en hausse de 5 % compte tenu :

- de la forte progression des résultats des activités transport et logistique qui bénéficient d'un bon niveau d'activité dans le monde,
- d'une très bonne performance de l'activité distribution d'énergie,
- de l'amélioration des résultats des médias qui bénéficient de la progression des recettes publicitaires de Direct 8 et de Direct Star,
- de l'augmentation soutenue des dépenses engagées dans le stockage d'électricité (batteries, supercapacités, véhicules électriques), dans le cadre de la montée en puissance rapide d'Autolib' au premier semestre 2012.

RESULTAT FINANCIER

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012
Dividendes et revenus de VMP	13	49
Coût net du financement	(28)	(40)
Autres produits et charges financiers	136	(10)
Résultat financier	121	(1)

- Au premier semestre 2011, le résultat financier bénéficiait d'une plus-value de 141 millions d'euros sur la cession de 3,5 % du capital de Vallourec.
- Le résultat financier du premier semestre 2012 intègre principalement :
 - une hausse des dividendes reçus, dont 35 millions d'euros de Vivendi,
 - une augmentation du coût du financement du fait de l'augmentation de l'endettement moyen comparé au premier semestre 2011, et du coût plus élevé des nouveaux financements.

PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012
Part dans le résultat net des entreprises associées	41	76

- La part dans le résultat net des entreprises associées bénéficie des bons résultats d'Havas (18 millions d'euros) et des plantations (24 millions d'euros).
- Ce résultat intègre également une reprise de provision de 45 millions d'euros sur les titres Havas et une dépréciation de 19 millions d'euros sur les titres Mediobanca.

VARIATION DE L'ENDETTEMENT

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	193	314
Variation du BFR (+= réduction)	(100)	(119)
Flux net de trésorerie de l'activité	93	195
Investissements industriels nets	(139)	(223)
Investissements financiers nets	234	(299)
Dividendes versés	(43)	(61)
Frais financiers nets payés	(22)	(50)
Augmentation de capital, variation de juste valeur et autres éléments	(35)	98
Variation de l'endettement net (- = augmentation de l'endettement)	88	(340)

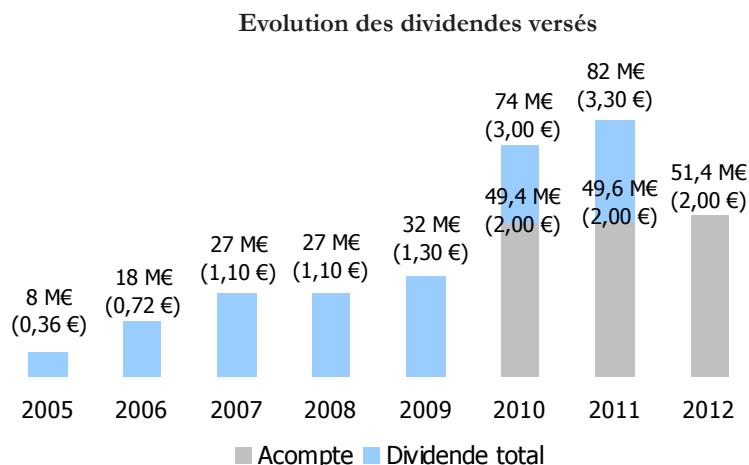
⁽¹⁾ Après élimination des plus-values et avant frais financiers

La variation de l'endettement net du premier semestre 2012 intègre principalement :

- une progression sensible de la marge brute d'autofinancement grâce à la bonne marche des activités,
- des investissements industriels également en forte augmentation, principalement dans le transport et la logistique en Afrique et dans le stockage d'électricité (batteries-véhicules),
- des investissements financiers nets correspondant à l'acquisition de titres Vivendi pour 287 millions d'euros.

RESULTAT SOCIAL – PROPOSITION D'ACOMPTE SUR DIVIDENDE

- Le résultat net social du premier semestre 2012 est de 95 millions d'euros contre 107 millions d'euros au premier semestre 2011.
- Le bénéfice distribuable est de 694 millions d'euros.
- Proposition de verser un acompte sur dividende de 2 euros, comme en septembre 2011, soit un montant de 51,4 millions d'euros.
- Le détachement de l'acompte interviendrait le 17 septembre 2012 (mise en paiement le 20 septembre 2012).



ACTIVITÉS

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012	
Chiffre d'affaires	2 335	2 650	+13 %
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	187	263	+41 %
Investissements	93	104	+12 %

⁽¹⁾ Avant redevances de marque

BOLLORÉ LOGISTICS

L'UN DES LEADERS DE L'ORGANISATION DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE DANS LE MONDE

- Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 s'établit à 1 455 millions d'euros en hausse de 6 % (3 % à périmètre et changes constants), malgré un environnement difficile, marqué par le ralentissement des échanges mondiaux depuis le début du deuxième trimestre 2012.
- Une progression soutenue des résultats de Bolloré Logistics grâce :
 - aux bons résultats de la France et de l'Europe de l'Ouest (Grande-Bretagne, Belgique, ...), tirés par l'export vers l'Asie,
 - aux bonnes performances de l'Asie, avec la poursuite du dynamisme des flux intra-Asie,
 - à une forte progression des résultats sur le continent américain où Bolloré Logistics bénéficie de sa présence dans le secteur des projets pétroliers,
 - à la bonne marche de l'activité projets industriels (projets miniers en Australie, Indonésie et Vietnam),
 - à une contribution positive de Fast, suite à la prise de participation dans le Groupe Fast Overseas au Moyen-Orient, et l'acquisition d'entités du réseau Fast en France et en Italie en 2011.

BOLLORÉ AFRICA LOGISTICS

LE PLUS GRAND RÉSEAU DE LOGISTIQUE INTÉGRÉE EN AFRIQUE

- Très bon premier semestre 2012 de Bolloré Africa Logistics dont le chiffre d'affaires progresse de 24 % (22 % à périmètre et changes constants).
- Cette performance s'explique notamment par :
 - la forte reprise des activités en Côte d'Ivoire après un premier semestre 2011 fortement pénalisé par la crise politique dans ce pays (arrêt du port et du chemin de fer durant plusieurs mois),
 - le dynamisme des terminaux portuaires, notamment ceux de Tin Can-Lagos au Nigeria, Congo terminal et MPS au Ghana,
 - l'apport du démarrage des nouveaux terminaux remportés récemment : Freetown au Sierra Leone, Conakry en Guinée,
 - la croissance de la logistique des projets miniers perceptible notamment en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie) et australie (Afrique du Sud, Mozambique, République démocratique du Congo).

BOLLORÉ ÉNERGIE

DEUXIÈME DISTRIBUTEUR DE FIOUL DOMESTIQUE EN FRANCE

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012
Chiffre d'affaires	1 477	1 818
Résultat opérationnel	10	15
Investissements	6	5

- Progression du chiffre d'affaires de +16 % à périmètre et changes constants, bénéficiant notamment de la hausse du prix moyen du fioul domestique.
- En données brutes, incluant LCN (Les Combustibles de Normandie) acquis en février 2011, la progression est de 23 %.
- Bons résultats portés par :
 - l'augmentation des volumes dans l'activité distribution en France,
 - la bonne marche également des activités logistique, transport et dépôts,
 - en Europe, les bonnes performances de CICA en Suisse.

STOCKAGE D'ÉLECTRICITÉ ET SOLUTIONS

BATTERIES, SUPERCAPACITÉS, VÉHICULES ÉLECTRIQUES, FILMS PLASTIQUES

En millions d'euros	1er semestre 2011	1er semestre 2012
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	112	107
Résultat opérationnel	(33)	(112)
Investissements	32	134

⁽¹⁾ Hors chiffre d'affaires d'IER réalisé avec Autolib', retraité dans les comptes de Bolloré.

X4

- Progression des résultats d'IER qui au premier semestre 2012, s'est consacré au développement d'Autolib'. Le chiffre d'affaires de 107 millions d'euros contre 112 millions d'euros au premier semestre 2011 de l'ensemble stockage d'électricité et solutions n'intègre pas le chiffre d'affaires d'IER réalisé avec Autolib'(retraité dans les comptes de Bolloré).
- Développement rapide d'Autolib' au premier semestre 2012 depuis l'ouverture au public du service Autolib' le 5 décembre 2011, à Paris et dans 46 communes d'Ile-de-France : 1 780 voitures et environ 600 stations à fin juin 2012.
- Forte hausse des charges et investissements dans le stockage de l'électricité (batteries électriques, supercapacités et véhicules électriques).

Batteries, supercapacités, films plastiques

- Poursuite des investissements destinés à accroître les capacités industrielles de production de batteries. Avec l'extension des capacités de la nouvelle usine de Bretagne et de celle du Canada, l'objectif est de pouvoir produire 20 000 batteries de 30 kWh et 20 000 batteries de 15 kWh par an à l'horizon 2013.

Véhicules électriques

- VEPB (Véhicule Électrique Pininfarina-Bolloré, détenu à 100 %) a livré près de 1 400 Bluecar au premier semestre 2012. Sur le premier semestre 2012, la part de marché de VEPB représente 60 % des véhicules électriques immatriculés en France.
- Montée en puissance rapide du service Autolib' depuis son ouverture le 5 décembre 2011 : au 30 juin 2012, 1 780 Bluecar ont été mises à disposition, réparties sur environ 600 stations, soit 3 700 bornes en Ile de France. A ce jour, 31 000 abonnements ont été vendus dont plus de 11 000 abonnements premium annuels.
- Gruau Microbus (100 %) : après les premières livraisons en 2011 de Bluebus 100 % électriques à Luxembourg et à Laval, poursuite des livraisons au premier semestre 2012 à Tours, à La Réunion, et au Mont Saint-Michel.

IER :

- IER qui s'est consacré au premier semestre 2012 au développement d'Autolib', enregistre par ailleurs une nouvelle progression de ses résultats dans ses activités.
 - Libre-service et Enregistrement : IER a bénéficié d'une activité soutenue dans le domaine des bornes de charge alors que ses ventes dans l'aérien ont été pénalisées par la crise du secteur.
 - Identification automatique : croissance de l'activité grâce au gain d'importants projets notamment dans le secteur de la logistique (Geodis, Savelys,...) et à des perspectives de nouveaux marchés RFID dans la distribution.
 - Contrôle d'accès (Automatic Systems) : maintien d'une forte activité suite à la réalisation d'importants contrats obtenus dans le domaine des transports publics européens (métros de Bruxelles, Stockholm, Madrid), à un bon niveau d'activité en Amérique du Nord (immeuble Google) et à des débuts prometteurs de commercialisation en Asie.

PLANTATIONS

- Bons résultats malgré la baisse des cours de l'huile de palme (-8 %) et surtout du caoutchouc (-30 %) qui demeurent néanmoins à un niveau historiquement haut.

- **Safa Cameroun** (9 000 hectares d'hévéas et de palmiers à huile) : baisse de 31 % du chiffre d'affaires à 10,5 millions d'euros, en raison de la baisse des cours du caoutchouc et d'un fléchissement de la production du caoutchouc et de l'huile de palme. Le résultat net s'établit à 4,4 millions d'euros après IAS 41, contre 6,9 millions d'euros au premier semestre 2011.
- **Groupe Socfin** (ex-Groupe Socfinal)⁽¹⁾ : le Groupe détient près de 39 % de Socfin, qui gère 150 000 hectares de plantations en Asie et en Afrique :
 - **Socfindo**, en Indonésie, (48 100 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat net en légère hausse, à 41 millions d'euros grâce, à la hausse de la production de caoutchouc qui compense la baisse des cours.
 - **Okomu**, au Nigeria, (15 700 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat de 12 millions d'euros contre 13 millions d'euros un an plus tôt.
 - **Socapalm** (33 600 hectares de palmiers) et **Ferme Suisse** (unité de raffinage), au Cameroun : résultat net 7 millions d'euros contre 11 millions d'euros au premier semestre 2011, en raison d'un retard de production.
 - **Lac et Salala**, au Liberia, (18 300 hectares d'hévéas) : résultat net en retrait à 5 millions d'euros contre 10 millions d'euros au 30 juin 2011, en raison de la baisse des cours et de la concurrence à l'achat de caoutchouc dans l'activité raffinage.
 - **SOGB**, en Côte-d'Ivoire, (23 200 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat net de 11 millions d'euros contre 23 millions d'euros au premier semestre 2011, en raison de la baisse des cours du caoutchouc et de l'instauration d'une nouvelle taxe sur les exportations. **SCC**⁽²⁾ : résultat net de 0,7 million d'euros contre 1,5 million d'euros au 30 juin 2011.
 - Développements : création de 12 000 hectares de plantations d'hévéas au **Cambodge**, replantation de 7 000 hectares de palmiers en **République Démocratique du Congo** et de 3 000 hectares de palmiers au **Sierra Leone** (nouvelle plantation de 12 000 hectares)⁽²⁾.
- Autres actifs agricoles :
 - **Fermes américaines** : les trois fermes représentent 3 000 hectares. Les terres agricoles cultivées (coton, céréales, soja, arachides) sont louées tandis que les pinèdes sont plantées et entretenues directement. Résultat opérationnel : 255 000 euros, en hausse de 12 %.
 - **Vignes** : Domaines de la Croix et de la Bastide Blanche représentant une superficie de 246 hectares dont 116 hectares de droits viticoles. Forte augmentation du chiffre d'affaires à 1,7 million d'euros (+19 %) avec plus de 320 000 bouteilles vendues au cours du premier semestre 2012.

⁽¹⁾ données sociales avant retraitement IFRS. Les plantations du Groupe Socfin sont mises en équivalence dans les comptes de Bolloré.

⁽²⁾ Non consolidée

COMMUNICATION, MÉDIAS

- **Télévision et presse gratuite**
 - Bons résultats de **Direct 8**, **Direct Star**, et **Direct Matin** dont les recettes publicitaires augmentent de 5 % à 57 millions d'euros.
 - Cession en cours des chaînes **Direct 8** et **Direct Star** au Groupe Canal+ contre une participation de 1,7 % dans le capital de Vivendi. Après l'obtention de l'accord de l'Autorité de la Concurrence, la finalisation de la vente reste soumise à l'agrément du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, prévu pour septembre 2012.
 - Progression du chiffre d'affaires des chaines qui bénéficient d'un bon niveau d'audience à 3,7 % de parts de marché⁽¹⁾.
 - Le journal gratuit **Direct Matin**, avec ses éditions régionales, est diffusé en moyenne à plus de 900 000 exemplaires⁽²⁾ et compte 2,7 millions de lecteurs par numéro. Lancement en mars 2012 de la version digitale Directmatin.fr.
- **Logistique audiovisuelle et cinéma**
 - **Euro Media Group**⁽³⁾ : Bolloré détient 18 % d'EMG, le leader en Europe de la logistique pour le cinéma et la télévision qui a réalisé un chiffre d'affaires de 158 millions d'euros au premier semestre 2012 (+8 %) et un ebitda de 49 millions d'euros incluant la cession du site de Boulogne, contre 18 millions d'euros au premier semestre 2011.
 - Le Groupe détient par ailleurs près de 10 % du capital de **Gaumont** et est également propriétaire du cinéma **Mac-Mahon** à Paris.

- **Publicité**

- **Havas :**

- revenu 829 millions d'euros au premier semestre 2012 +8 %, croissance organique +3 %,
 - résultat opérationnel courant : 98 millions d'euros (+4 %), résultat net part du Groupe : 56 millions d'euros en hausse de 5 %,
 - *new business* : 1,3 milliard d'euros,
 - dette nette : 510 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 105 millions d'euros un an plus tôt (gearing : 47 %).

- **Aegis Group Plc⁽⁴⁾ :**

- résultats : revenu 597 millions de livres sterling au premier semestre 2012, croissance organique 9 %,
 - résultat opérationnel 60 millions de livres sterling (+7 %), résultat net part du Groupe 27 millions de livres sterling (+12 %),

- endettement net 325 millions de livres sterling (gearing 73 %).

- Le Groupe contrôle 100 % de l'institut d'études et de sondages CSA (chiffre d'affaires de 14 millions d'euros au 30 juin 2012, + 12%) et détient une participation de 14 % dans Harris Interactive⁽¹⁾, société américaine spécialisée dans les études par Internet.

- **Télécoms**

- **WiMax :**

- Bolloré Telecom dispose de 22 licences régionales qui lui offrent une couverture nationale (220 stations déployées et exploitées sur les fréquences de Bolloré Telecom).

- Dépenses cumulées à ce stade : environ 130 millions d'euros incluant les licences.

- Mise en demeure par l'ARCEP : malgré l'absence de technologies existantes permettant un déploiement d'envergure nationale, Bolloré Telecom réaffirme sa volonté de tenir tous ses engagements dès lors que toutes les conditions nécessaires à leurs réalisations seront réunies.

- **Wifirst** : Service d'Internet sans fil haut débit, notamment dans les résidences pour étudiants. Parc de 140 000 chambres installées. Chiffre d'affaires de 5 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 4 millions d'euros sur les six premiers mois 2011.

⁽¹⁾ En juin 2012

⁽³⁾ Mis en équivalence

⁽²⁾ Source OJD

⁽⁴⁾ Non consolidé

PARTICIPATIONS

La valeur boursière du portefeuille de titres cotés du Groupe Bolloré s'élève à 2 286 millions d'euros au 30 juin 2012.

Principales participations au 30 juin 2012 :

- **Havas⁽¹⁾** : à la suite des résultats de l'OPRA réalisée par Havas, publiés le 19 juin 2012, la participation du Groupe Bolloré a été portée de 32,8 % à 37,05 %. Valeur boursière de la participation : 509 millions d'euros.
- **Aegis⁽²⁾ (26,1 %⁽²⁾)** : valeur boursière de la participation au 30 juin 2012 : 613 millions d'euros. Depuis le 30 juin 2012, le Groupe Bolloré a cédé à Dentsu environ 20 % du capital d'Aegis pour 706 millions d'euros. Le solde de sa participation, soit 6,4 % sera apporté à l'offre.
- **Vivendi** : au cours du premier semestre 2012, le Groupe Bolloré a acquis 1,7 % supplémentaire de Vivendi pour 287 millions d'euros. Valeur boursière de la participation de 2,8 % au 30 juin 2012 : 528 millions d'euros.
- **Vallourec** (1,7 %) : valeur boursière de la participation : 66 millions d'euros.
- **Socfin⁽¹⁾ (38,7 %) - Socfinasia⁽¹⁾ (21,8 %)** : valeur boursière des participations : 326 millions d'euros.
- **Mediobanca⁽¹⁾ (6 %), Generali (0,13 %) et Premafin (2,3 %)⁽³⁾** : valeur boursière des participations : 203 millions d'euros. La principale participation est Mediobanca où le Groupe fédère un groupe d'investisseurs internationaux détenant, au sein du Pacte d'actionnaires, 11 % du capital de Mediobanca et disposant de quatre représentants au Conseil d'administration.

⁽¹⁾ Mis en équivalence

⁽²⁾ 26,4 % avec Bolloré Participations, soit 620 millions d'euros

⁽³⁾ Non-inclus 2,73 % détenus par Financière de l'Odé

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PERSPECTIVES

AEGIS

Le Groupe Bolloré qui détient une participation financière d'environ 26% dans la société britannique Aegis, a annoncé le 12 juillet 2012 avoir accepté la proposition que lui a faite le groupe japonais Dentsu de la lui céder au prix de 240 pences par action.

Le Groupe a cédé environ 20% du capital d'Aegis au début du second semestre 2012 pour 706 millions d'euros générant une plus-value de l'ordre de 380 millions d'euros et apportera le solde de sa participation à l'offre lancée par Dentsu.

Direct 8 / Direct Star

Les Groupes Bolloré et Canal Plus ont obtenu le 23 juillet 2012, l'accord des Autorités de la Concurrence concernant le partenariat stratégique autour des chaînes de la TNT Direct 8 et Direct Star. La finalisation de cette opération reste soumise à l'agrément du CSA qui devrait intervenir en septembre 2012.

Projet de fusion Bolloré /Fiancière du Loch :

Une Assemblée générale de Bolloré sera convoquée avant la fin de l'année afin d'approuver la fusion de Bolloré et de la Financière du Loch, envisagée dans le cadre de la politique de simplification des structures du Groupe.

Par ailleurs, la diversité des métiers et des investissements du Groupe devrait lui permettre de ne pas anticiper de modification significative de sa situation globale au cours du second semestre 2012.

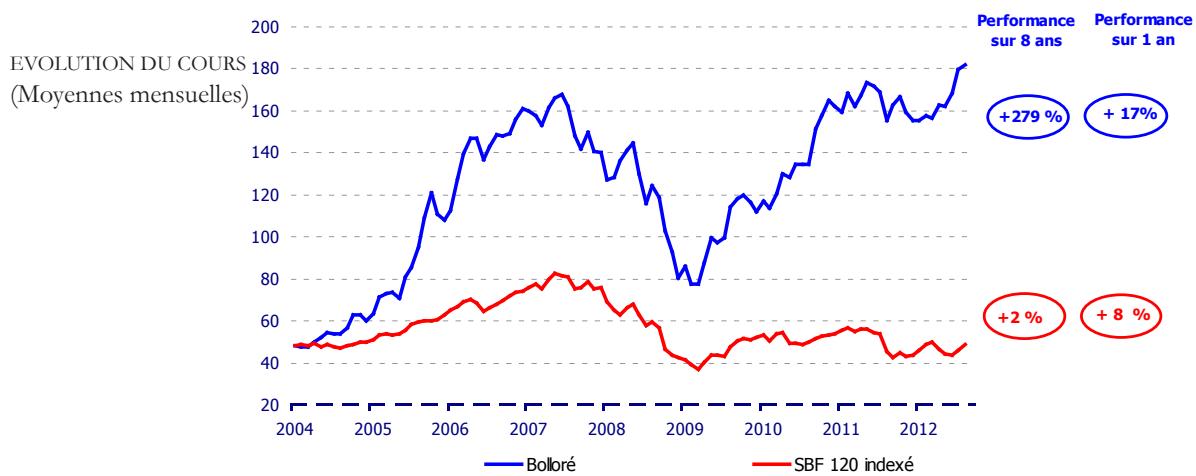
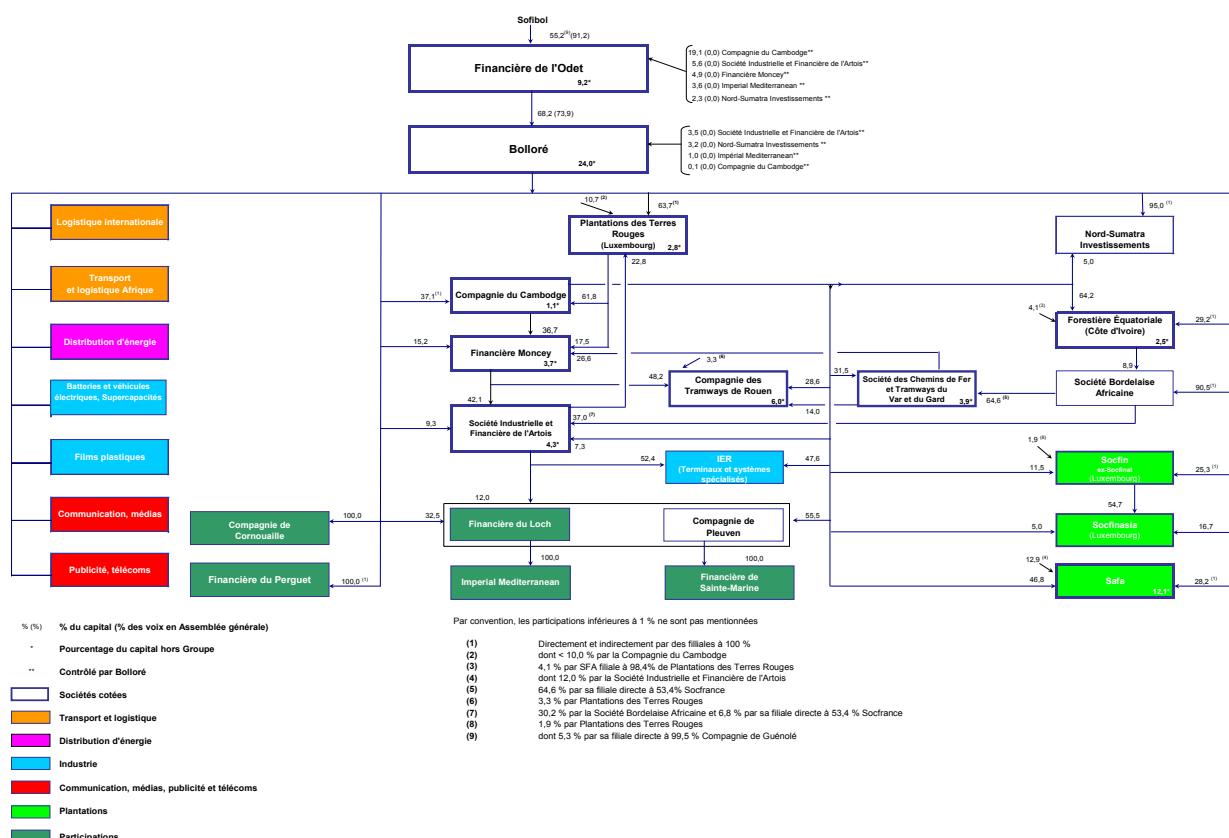
PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques financiers auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du deuxième semestre 2012 sont exposés dans la note 28 en annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 26 en annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

STRUCTURE DU GROUPE Au 30 juin 2012



Comptes consolidés résumés semestriels

Bilan consolidé		p. 10
Compte de résultat consolidé		p. 11
Etat du résultat global consolidé		p. 12
Variation de la trésorerie consolidée		p. 13
Variation des capitaux propres consolidés		p. 15
Principes comptables	note 1	p. 16
Principales variations de périmètre	note 2	p. 17
Comparabilité des comptes	note 3	p. 17
Notes sur le bilan	notes 4 à 20	p. 19
Notes sur le compte de résultat	notes 21 à 25	p. 30
Autres informations	notes 26 à 29	p. 35

Bilan consolidé

(en milliers d'euros)	NOTES	30/06/2012	31/12/2011	01/01/2011
Actif				
<i>Goodwill</i>	4	1 085 816	1 084 429	1 127 133
Immobilisations incorporelles	5 - 21	365 643	321 259	197 106
Immobilisations corporelles	6 - 21	1 218 261	1 180 235	1 091 769
Titres mis en équivalence	8	1 227 325	1 163 217	802 005
Autres actifs financiers	9	3 210 442	2 420 039	2 632 714
Impôts différés	25	26 806	26 045	43 364
Autres actifs	-	25	213	312
Actifs non courants		7 134 318	6 195 437	5 894 403
Stocks et en-cours	10	213 483	241 156	175 051
Clients et autres débiteurs	11	2 068 758	1 815 598	1 649 730
Impôts courants	-	125 848	107 099	97 585
Autres actifs financiers	9	4 681	4 502	325 179
Autres actifs	-	48 029	31 343	21 277
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	502 476	587 409	346 878
Actifs destinés à être cédés	20	131 370	136 135	0
Actifs courants		3 094 645	2 923 242	2 615 700
Total actif		10 228 963	9 118 679	8 510 103
Passif				
Capital		411 286	401 507	395 218
Primes liées au capital		368 414	287 585	235 614
Réserves consolidées		3 667 518	3 106 700	3 098 077
Capitaux propres, part du Groupe		4 447 218	3 795 792	3 728 909
Intérêts minoritaires		334 636	316 827	296 763
Capitaux propres	13	4 781 854	4 112 619	4 025 671
Dettes financières à long terme	17	1 918 690	1 755 135	1 290 613
Provisions pour avantages au personnel	15	127 568	115 326	117 709
Autres provisions	14	126 544	126 884	124 729
Impôts différés	25	64 065	60 260	69 210
Autres passifs	-	37 662	36 776	19 209
Passifs non courants		2 274 529	2 094 381	1 621 470
Dettes financières à court terme	17	833 386	726 131	820 153
Provisions (part à moins d'un an)	14	32 135	30 989	26 416
Fournisseurs et autres crébiteurs	18	1 948 268	1 827 415	1 716 251
Impôts courants	-	213 870	220 747	218 137
Autres passifs	19	62 555	32 221	82 005
Passifs destinés à être cédés	20	82 366	74 176	0
Passifs courants		3 172 580	2 911 679	2 862 962
Total passif		10 228 963	9 118 679	8 510 103

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	NOTES	Juin 2012	Juin 2011	Décembre 2011
Chiffre d'affaires	21- 22- 23	4 682 893	4 031 805	8 490 532
Achats et charges externes	23	(3 824 996)	(3 306 092)	(6 956 643)
Frais de personnel	23	(557 169)	(500 854)	(1 030 002)
Amortissements et provisions	23	(173 424)	(84 529)	(208 027)
Autres produits opérationnels	23	65 633	63 100	105 011
Autres charges opérationnelles	23	(50 791)	(67 881)	(109 256)
Résultat opérationnel	21- 22- 23	142 146	135 549	291 615
Coût net du financement	24	(40 181)	(28 376)	(66 781)
Autres produits financiers	24	80 302	312 256	399 777
Autres charges financières	24	(41 079)	(162 962)	(186 684)
Résultat financier	24	(958)	120 918	146 312
Part dans le résultat net des entreprises associées	8	75 790	40 811	51 087
Impôts sur les résultats	25	(76 139)	(64 309)	(111 352)
Résultat net consolidé		140 839	232 969	377 662
Résultat net consolidé, part du Groupe		103 554	213 900	320 675
Intérêts minoritaires		37 285	19 069	56 988

Résultat par action⁽¹⁾ (en euros) :

13

	Juin 2012	Juin 2011	Décembre 2011
Résultat net part du Groupe :			
- de base	4,67	10,00	14,90
- dilué	4,66	9,93	14,84

⁽¹⁾ Hors titres d'autocontrôle

Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)	Juin 2012	Juin 2011	Décembre 2011
Résultat net consolidé de la période	140 839	232 969	377 662
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées	7 482	(25 370)	4 667
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées	284 384	143 482	(236 093)
Autres variations des éléments recyclables en résultat ultérieurement ⁽¹⁾	24 850	(17 993)	(40 477)
Total des variations des éléments recyclables en résultat net ultérieurement	316 716	100 119	(271 903)
Pertes et gains actuariels comptabilisés en capitaux propres	(14 070)	6 247	3 613
Total des variations des éléments non recyclables en résultat net ultérieurement	(14 070)	6 247	3 613
Résultat global	443 485	339 335	109 372
Dont :			
- Part du Groupe	391 554	309 314	57 396
- Part des minoritaires	51 931	30 021	51 977
dont impôt :			
sur juste valeur des instruments financiers	(3 497)	(268)	(1 000)
sur pertes et gains actuariels	2 657	(2 639)	(1 527)

⁽¹⁾ Variation du résultat global des titres mis en équivalence : essentiellement impact de la conversion et de la mise à la juste valeur selon IAS39.

La cession des titres Vallourec vendus à terme a conduit à reprendre en résultat au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2011 un montant de 140,8 millions d'euros au titre des réserves de réévaluation.

Variation de la trésorerie consolidée

	Jun 2012	Jun 2011	Décembre 2011
(en milliers d'euros)			
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net part du Groupe	103 554	213 900	320 675
Part des intérêts minoritaires	37 285	19 069	56 988
Résultat net consolidé	140 839	232 969	377 662
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et provisions	162 092	84 339	204 370
- élimination de la variation des impôts différés	4 018	6 425	(1 277)
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(74 973)	(38 483)	(48 554)
- élimination des plus ou moins-values de cession	6 347	(140 571)	(139 329)
Autres retraitements :			
- Coût net du financement	40 181	28 377	66 781
- Produits des dividendes reçus	(48 672)	(13 141)	(77 979)
- Charges d'impôts sur les sociétés	78 292	61 830	114 247
Dividendes reçus :			
- Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	29 909	19 944	38 096
- Dividendes reçus des sociétés non consolidées	38 344	3 791	74 969
Impôts sur les sociétés décaissés	(62 855)	(52 988)	(96 894)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement :			
- dont stocks et en-cours	27 643	(18 166)	(40 197)
- dont dettes	92 701	163 918	98 375
- dont créances	(238 855)	(245 441)	(108 256)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	195 011	92 804	462 014
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles	(212 461)	(124 147)	(281 796)
- immobilisations incorporelles	(12 292)	(28 914)	(50 647)
- immobilisations du domaine concédé	(20 228)	0	(64 402)
- titres et autres immobilisations financières	(508 909)	(27 917)	(271 332)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles	7 545	13 807	8 709
- immobilisations incorporelles	40	93	1 167
- titres	4 006	275 427	276 364
- autres immobilisations financières	2 488	2 067	7 349
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	191 438	(39 445)	(75 584)
Flux nets de trésorerie sur investissements	(548 373)	70 971	(450 172)
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(28 427)	(21 401)	(64 460)
- dividendes versés aux minoritaires nets des impôts de distribution	(32 793)	(21 860)	(44 194)
- remboursements des dettes financières	(567 995)	(571 153)	(565 824)
- acquisition d'intérêts minoritaires	(1 653)	0	(9 928)
Encaissements :			
- augmentation des capitaux propres	91 744	3 023	60 183
- subventions d'investissements	14 309	0	1 400
- augmentation des dettes financières	890 289	818 530	1 067 403
Intérêts nets décaissés	(50 379)	(22 125)	(48 745)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement	315 095	185 014	395 835
Incidence des variations de cours des devises	3 852	(6 771)	1 883
Incidence du reclassement des actifs destinés à être cédés	(2 664)	0	(930)
Variation de la trésorerie	(37 079)	342 018	408 630
Trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	391 058	(17 572)	(17 572)
Trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	353 979	324 445	391 058

⁽¹⁾ Voir Note 12 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Flux de l'activité :

Les autres produits et charges sans incidence de trésorerie comprennent essentiellement la quote part de résultat des sociétés mises en équivalence.

Les dividendes reçus intègrent les dividendes versés par Vivendi pour 34,9 millions d'euros.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) augmente de 119 millions d'euros par rapport à décembre 2011.

- le BFR des activités en Afrique augmente de 42 millions d'euros. L'activité très soutenue (+24% par rapport au 1er semestre 2011 impacté par les évènements en Côte d'Ivoire), entraîne une forte hausse du poste clients en valeur. L'amélioration des délais clients se confirme avec une réduction de 6,7 jours en moyenne par rapport au 1er semestre 2011.

- le BFR de l'activité Transport et Logistique hors Afrique augmente de 46 millions d'euros. Les encours clients enregistrent une hausse notable liée à l'effet volume de l'activité (+6%) et à une hausse des échus.

- le BFR des activités industrielles augmente globalement de 31 millions d'euros. La montée en charge du projet Autolib' entraîne une forte hausse du BFR des activités Développements Automobiles et Batteries.

Flux d'investissements :

Les décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles concernent principalement les activités Batteries et Développement Automobile pour 131 millions d'euros dans le cadre de la montée en puissance du projet Autolib' et l'activité Transport et Logistique en Afrique pour 88,9 millions d'euros, investissements réalisés dans le cadre du développement du Groupe sur ce continent.

Les acquisitions de titres concernent essentiellement l'acquisition de titres Vivendi pour 287,4 millions d'euros et de titres Financière de l'Odet pour 196,7 millions d'euros.

Les variations de périmètre comprennent principalement des cessions de titres d'autocontrôle Bolloré pour 196,7 millions d'euros.

Flux de financements :

Les flux d'émissions et de remboursements d'emprunts comprennent essentiellement les mouvements liés à la gestion courante du financement du Groupe au niveau de Bolloré SA (émissions : 745 millions d'euros / remboursements : (538) millions d'euros).

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions ⁽¹⁾	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Juste valeur IAS 39	Réserves de conversion	Pertes et gains actuariels	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL	
Capitaux propres au 01/01/2011	21 391 076	395 218	235 614	(354 061)	1 415 392	(38 360)	(6 843)	2 081 949	3 728 909	296 763	4 025 671	
Transactions avec les actionnaires	35 122	412	3 400	1 008	621	(29)	0	(20 122)	(14 710)	(30 192)	(44 902)	
Augmentation de capital	25 710	412	3 400						3 812		3 812	
Dividendes distribués								(21 401)	(21 401)	(27 702)	(49 103)	
Opérations sur titres auto-détenus	9 412			1 008				608	1 616	26	1 642	
Paiements fondés sur des actions								4 376	4 376	41	4 417	
Variations de périmètre					621	(29)		(3 739)	(3 147)	(2 384)	(5 531)	
Autres variations							34	34	(173)		(139)	
Eléments du résultat global					133 179	(42 158)	4 393	213 900	309 314	30 021	339 335	
Résultat de la période								213 900	213 900	19 069	232 969	
Variation des éléments recyclables en résultat												
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées							(23 124)		(23 124)	(2 246)	(25 370)	
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées						131 532			131 532	11 950	143 482	
Autres variations du résultat global							1 647	(19 054)		(17 387)	(606)	(17 993)
Variation des éléments non recyclables en résultat												
Pertes et gains actuariels								4 393	4 393	1 854	6 247	
Capitaux propres au 30/06/2011	21 426 198	395 630	239 014	(353 053)	1 549 192	(80 547)	(2 450)	2 275 727	4 023 513	296 591	4 320 104	
Capitaux propres au 01/01/2011	21 391 076	395 218	235 614	(354 061)	1 415 392	(38 360)	(6 843)	2 081 949	3 728 909	296 763	4 025 671	
Transactions avec les actionnaires	413 174	6 289	51 971	2 094	1 170	2 476	0	(54 513)	9 487	(31 912)	(22 425)	
Augmentation de capital	393 006	6 289	51 971						58 260		58 260	
Dividendes distribués								(64 460)	(64 460)	(34 520)	(98 980)	
Opérations sur titres auto-détenus	20 168			2 094				1 537	3 631	(146)	3 485	
Paiements fondés sur des actions								4 932	4 932	47	4 979	
Variations de périmètre					791	2 476		(13 939)	(10 672)	1 278	(9 394)	
Mise en équivalence de Mediobanca					379			13 459	13 838	767	14 605	
Autres variations								3 958	3 958	662	4 620	
Eléments du résultat global					(277 832)	12 012	2 541	320 675	57 396	51 977	109 372	
Résultat de l'exercice								320 675	320 675	56 988	377 662	
Variation des éléments recyclables en résultat												
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées							4 723		4 723	(56)	4 667	
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées						(232 413)			(232 413)	(3 680)	(236 093)	
Autres variations du résultat global							(45 419)	7 289		(38 130)	(2 347)	(40 477)
Variation des éléments non recyclables en résultat												
Pertes et gains actuariels								2 541	2 541	1 072	3 613	
Capitaux propres au 31/12/2011	21 804 250	401 507	287 585	(351 967)	1 138 730	(23 872)	(4 302)	2 348 111	3 795 792	316 827	4 112 619	
Transactions avec les actionnaires	1 901 230	9 779	80 829	146 965	2 325	(11 284)	(1 028)	32 286	259 872	(34 122)	225 750	
Augmentation de capital ⁽¹⁾	611 230	9 779	80 829						90 608		90 608	
Dividendes distribués								(28 427)	(28 427)	(31 870)	(60 297)	
Opérations sur titres auto-détenus ⁽²⁾	1 290 000			146 965				48 823	195 788	(920)	194 868	
Paiements fondés sur des actions ⁽³⁾								624	624	5	629	
Variations de périmètre ⁽²⁾					2 325	(10 954)	(1 028)	11 837	2 180	(2 404)	(224)	
Autres variations						(330)	(571)	(901)	1 067		166	
Eléments du résultat global					286 958	14 400	(13 300)	103 496	391 554	51 931	443 485	
Résultat de la période								103 554	103 554	37 285	140 839	
Variation des éléments recyclables en résultat												
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées							6 872		6 872	610	7 482	
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées						270 826			270 826	13 558	284 384	
Autres variations du résultat global ⁽⁴⁾							16 132	7 528		23 660	1 190	24 850
Variation des éléments non recyclables en résultat												
Pertes et gains actuariels								(13 300)	(58)	(13 358)	(712)	(14 070)
Capitaux propres au 30/06/2012	23 705 480	411 286	368 414	(205 002)	1 428 013	(20 756)	(18 630)	2 483 893	4 447 218	334 636	4 781 854	

⁽¹⁾ Voir Note 13 - Capitaux propres

⁽²⁾ Cession de 1 290 000 titres Bolloré (voir Note 1 - Faits marquants).

⁽³⁾ Paiements fondés sur des actions Bolloré, l'incidence de plan de souscription et d'achat d'actions de filiales et participations figure dans la ligne «Autres variations».

⁽⁴⁾ Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence : impact de la conversion et de la mise à la juste valeur selon IAS 39.

Annexe

Note 1 : Principes comptables

A/ Faits marquants

Cession de titres d'autocontrôle Bolloré et acquisition de titres Financière de l'Odet

Le Groupe a cédé en juin 2012, 1 290 000 actions d'autocontrôle Bolloré. Cette cession ayant un effet global de 194,9 millions d'euros sur les capitaux propres. Le Groupe a dans le même temps fait l'acquisition de 573 981 actions de la Financière de l'Odet pour 196,7 millions d'euros.

Offre publique de rachat d'actions initiée par Havas

L'Assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2012 a approuvé l'Offre Publique de Rachat d'Actions initiée par Havas au prix de 4,9 euros par action, dont les résultats ont été constatés par le conseil d'administration du 19 juin 2012. Le Groupe Bolloré voit par conséquent, au terme de l'offre sa participation augmenter de 32,8% à environ 37% du capital d'Havas. Cette opération ne modifie pas l'appréciation que le Groupe porte sur sa participation, qui reste donc mise en équivalence au 30 juin 2012 (voir Note 8 - Titres mis en équivalence)

Montée en puissance du service Autolib'

Le service inauguré début décembre 2011 poursuit sa montée en puissance, à Paris et dans 46 communes, avec plus de 1780 voitures électriques mises en circulation et environ 600 stations mises à disposition à fin 2012.

Liquidité du Groupe accrue par le renouvellement du crédit syndiqué

Le Groupe a signé avec un pool de banques un nouveau crédit syndiqué d'un montant d'un milliard d'euros, d'une durée de 5 ans, en remplacement de son crédit syndiqué précédent qui venait à échéance en 2014.

B/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

B.1/ Base de préparation de l'information financière

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 «Principes comptables» des états financiers consolidés de l'exercice 2011 ; sous réserve des éléments ci-dessous :

- applications par le Groupe des normes comptables ou interprétations, présentées au paragraphe B2 - Evolutions normatives, à compter du 1er janvier 2012 ;
- application des spécificités de la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» ;
- du changement de méthode comptable précisé dans la note 3 - Comparabilité des comptes.

B.2/ Evolutions normatives

B.21 / Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1er janvier 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global (OCI) » ⁽¹⁾	06/06/2012	01/07/2012
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers »	23/11/2011	01/07/2011

⁽¹⁾ Cet amendement n'étant pas en conflit avec les textes existants a été appliqué par anticipation.

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers du Groupe, exception faite de l'amendement à IAS1 qui modifie la présentation du résultat global.

B.22 / Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012 ; elles ne sont pas appliquées par le Groupe à cette date.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS	17/05/2012	01/01/2013
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12/11/2009, 28/10/2010 et 16/12/2011	01/01/2015
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 11 « Accords conjoints »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	12/05/2011	01/01/2013
IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert »	19/10/2011	01/01/2013
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	16/12/2011	01/01/2013
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	20/12/2010	01/01/2012
Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	16/12/2011	01/01/2014

⁽¹⁾ Ces textes doivent être appliqués au cours de la même période. L'ARC a voté le 1er juin 2012 pour l'adoption de ces textes en recommandant qu'ils soient appliqués au plus tard pour les périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014, leur application au 1er janvier 2013 étant possible sous réserve de l'adoption des textes par l'Union Européenne dans ce délai.

L'IASB a publié des normes et des interprétations, adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012, applicables à partir des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Ces textes n'ont pas été appliqués par anticipation.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »	16/06/2011	01/01/2013

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés.

B.3/ Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34 amène la Direction à recourir à des hypothèses et à des estimations dans la mise en œuvre des principes comptables pour valoriser des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges pour la période présentée.

B.4/ Informations relatives à l'entreprise

Bolloré est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est à Odet, 29 500 Ergué Gabéric. Le siège administratif se situe 31-32 Quai de Dion-Bouton, 92 811 Puteaux. La société est cotée à Paris.

Les comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 31 Août 2012.

Note 2 : Principales variations de périmètre

Néant

Note 3 : Comparabilité des comptes

Les comptes du premier semestre 2012 sont comparables à ceux de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 à l'exception des variations de périmètre de consolidation, des modifications de présentation et de changement de méthode détaillées ci-dessous.

Changement de modalité de préparation des données constantes :

Le Groupe présentait jusqu'à présent des données constantes en ramenant les données de l'année en cours au périmètre et au taux de change de l'année précédente.

A compter de juin 2012, le Groupe choisit de préparer les données constantes en ramenant les données de l'année précédente au périmètre et au taux de change de l'année en cours.

Toutes les périodes comparatives ont été retraitées en conséquence.

Ce changement n'a pas d'incidence notable sur les variations ainsi présentées.

Changement de méthode comptable des engagements envers le personnel :

La norme IAS19 «Avantages du personnel» permet d'opter pour l'une des deux méthodes de comptabilisation des engagements envers le personnel : la méthode «corridor» ou la méthode «SORIE».

Jusqu'à présent, le Groupe avait opté pour la méthode du «corridor».

Afin d'améliorer l'information présentée dans les comptes, le Groupe a décidé d'appliquer l'option «SORIE» et de procéder au changement de méthode comptable de la comptabilisation de ses engagements envers le personnel dès le 1er janvier 2012 avec effet rétroactif sur toutes les périodes présentées (seules les notes affectées par une modification ont été présentées au 01/01/2011).

Les principaux impacts de ce changement de méthode comptable sont les suivants :

- comptabilisation des écarts actuariels non reconnus au bilan en contrepartie des capitaux propres sur la première période présentée;
- comptabilisation des variations ultérieures des dettes actuarielles des engagements postérieurs à l'emploi liées aux effets des hypothèses actuarielles par capitaux propres directement sans effet ultérieur au compte de résultat.

Le Groupe a également choisi de modifier la présentation en compte de résultat de la charge liée aux engagements envers le personnel qui était jusqu'à présent constatée intégralement en résultat opérationnel. La composante de la charge liée aux intérêts nets du rendement attendu des actifs sera constatée en résultat financier.

• Impacts de l'application de la méthode SORIE

Bilan (en K€)	31/12/2011 publié	31/12/2011 retraité	Ecart	31/12/2010 publié	31/12/2010 retraité	Ecart
Impôts différés actifs	24 012	26 045	2 033	39 253	43 364	4 111
Capitaux propres totaux	4 117 430	4 112 619	(4 811)	4 035 402	4 025 671	(9 731)
Provisions pour avantages du personnel	108 482	115 326	6 844	103 867	117 709	13 842
Compte de résultat (en K€)	31/12/2011 publié	31/12/2011 retraité	Ecart	30/06/2011 publié	30/06/2011 retraité	Ecart
Résultat opérationnel	289 757	291 615	1 858	133 729	135 549	1 820
Impôts	(110 800)	(111 352)	(552)	(63 769)	(64 309)	(540)
Résultat net	376 356	377 662	1 306	231 689	232 969	1 280
Résultat net part du groupe par action de base	14,86	14,90	0,04	9,96	10,00	0,04

• Changement de présentation du compte de résultat

Le montant des charges d'intérêt nettes du rendement attendu des actifs reclassé du résultat opérationnel vers le résultat financier s'élève à (2,5) millions d'euros au 30 juin 2012.

Le montant des charges d'intérêt nettes du rendement attendu des actifs qui auraient été reclassées du résultat opérationnel vers le résultat financier s'élèvent respectivement à (2,2) millions d'euros et (4,5) millions d'euros au 30 juin 2011 et 31 décembre 2011. Ces montants étant considérés comme non significatifs au regard des comptes consolidés, les états financiers comparatifs n'ont pas été retraités.

Saisonnalité de l'activité

Les chiffres d'affaires et résultats opérationnels ont un caractère saisonnier, les activités Transport et logistique, Distribution d'énergie et Industrie étant plus soutenues sur le dernier trimestre de l'année civile. Ce phénomène est toutefois d'amplitude variable selon les années.

Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

NOTES SUR LE BILAN

Note 4 - *Goodwill*

Evolution des *goodwill*

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2011	1 084 429
Acquisition	0
Cession	(35)
Variation de change	2 471
Autres	(1 049)
Au 30 juin 2012	1 085 816

Ventilation par secteur opérationnel

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Transport et logistique	920 218	918 337
Distribution d'énergie	104 373	104 867
Industrie	24 381	24 381
Autres activités	36 844	36 844
Total	1 085 816	1 084 429

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les *goodwill* font l'objet chaque année à la clôture de tests de valeur et dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation. Aucun indice de perte de valeur n'ayant été constaté au 30 juin 2012, aucun test de dépréciation n'a été effectué à cette date.

Note 5 - Immobilisations incorporelles

Evolution en 2012

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2011	Acquisi- tions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2012
Droits d'exploitation, brevets, frais de recherche	301 621	5 397	(128)	(941)	693	39 482	346 124
Immobilisations incorporelles du domaine concédé ⁽¹⁾	110 460	36 358	0	0	283	9 277	156 378
Autres ⁽²⁾	79 452	6 963	(2 572)	2 259	362	(39 772)	46 692
Valeurs brutes	491 533	48 718	(2 700)	1 318	1 338	8 987	549 194
Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2011	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2012
Droits d'exploitation, brevets, frais de recherche	(108 257)	(10 769)	295	264	(92)	(28 706)	(147 265)
Immobilisations incorporelles du domaine concédé ⁽¹⁾	(5 605)	(1 922)	0	0	0	9	(7 518)
Autres ⁽²⁾	(56 412)	(1 344)	2 568	(2 212)	(272)	28 904	(28 768)
Amortissements et provisions	(170 274)	(14 035)	2 863	(1 948)	(364)	207	(183 551)
Valeurs nettes	321 259	34 683	163	(630)	974	9 194	365 643

⁽¹⁾ Reclassement, conformément à IFRIC12, des infrastructures revenant au concédant en fin de contrat, d'immobilisations corporelles à immobilisations incorporelles du domaine concédé pour les concessions comptabilisées selon cette interprétation.

⁽²⁾ Dont immobilisations en cours.

Note 6 - Immobilisations corporelles

Evolution en 2012

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2011	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Au 30/06/2012
Terrains et agencements	72 670	918	(85)	0	367	169	74 039
Constructions et aménagements	817 644	3 710	(3 007)	0	1 614	9 860	829 821
Installations techniques, matériels	762 345	85 109	(4 595)	(49)	2 294	13 379	858 483
Autres	758 421	111 344	(14 149)	208	2 178	(38 965)	819 037
Valeurs brutes	2 411 080	201 081	(21 836)	159	6 453	(15 557)	2 581 380
Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2011	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Au 30/06/2012
Terrains et agencements	(5 933)	(337)	56	0	8	611	(5 595)
Constructions et aménagements	(337 553)	(16 215)	3 004	0	(619)	1 812	(349 571)
Installations techniques, matériels	(483 258)	(75 180)	4 418	0	(877)	(2 830)	(557 727)
Autres	(404 101)	(57 117)	6 105	(59)	(621)	5 567	(450 226)
Amortissements et provisions	(1 230 845)	(148 849)	13 583	(59)	(2 109)	5 160	(1 363 119)
Valeurs nettes	1 180 235	52 232	(8 253)	100	4 344	(10 397)	1 218 261

⁽¹⁾ Reclassement, conformément à IFRIC12, des infrastructures revenant au concédant en fin de contrat, d'immobilisations corporelles à immobilisations incorporelles du domaine concédé pour les concessions comptabilisées selon cette interprétation.

Les investissements sont détaillés par secteur opérationnel dans la note 21.

Note 7 - Informations relatives aux concessions

Aucune évolution significative des contrats existants au 31 décembre 2011 n'a été observée au cours de la période présentée.

Note 8 - Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2011	1 163 217
Variation du périmètre de consolidation	654
Quote-part de résultat	75 790
Autres mouvements ⁽¹⁾	(12 336)
Au 30 juin 2012	1 227 325

⁽¹⁾ Dont (29,9) millions d'euros au titre des dividendes et 16,7 millions d'euros au titre de la juste valeur des actifs financiers chez Mediobanca.

Valeur consolidée des principales sociétés mises en équivalence

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2012		Au 31/12/2011	
	Quote part de Résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote part de Résultat	Valeur de mise en équivalence
Havas ⁽¹⁾	63 112	594 555	7 698	549 773
Mediobanca ⁽²⁾	(13 991)	330 675	(4 867)	323 821
Groupe Socfin	24 298	251 324	46 401	241 290
Euro Media group	1 813	35 343	(536)	32 808
Autres	558	15 428	2 391	15 525
TOTAL	75 790	1 227 325	51 087	1 163 217

⁽¹⁾ Havas

Havas est une société cotée qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Le Groupe Bolloré détient au 30 juin 2012, 37,05 % du capital du groupe Havas (32,84 % au 31 décembre 2011).

Le Groupe, au regard des normes IFRS, ne détenant pas le contrôle d'Havas, cette participation est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés. L'opération d'OPRA initiée par Havas, bien qu'ayant pour conséquence de porter la participation du Groupe à 37%, n'est pas venue modifier l'appréciation de l'influence notable concernant la participation dans le groupe Havas. En effet, les critères énoncés au paragraphe 13 de la norme IAS 27 qui définissent la notion de contrôle ne sont pas remplis au 30 juin 2012, cette opération n'ayant pas en particulier entraîné de modification de la gouvernance du groupe Havas.

Au 30 juin 2012, la valeur consolidée de la participation s'élève à 594,6 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe est de 63,1 millions d'euros après une reprise de dépréciation des titres de 44,8 millions d'euros.

La valeur de marché de la participation s'établit à 508,9 millions d'euros au cours spot au 30 juin 2012.

⁽²⁾ Mediobanca

Mediobanca est une société cotée qui établit des comptes conformes au référentiel IFRS. Les principales informations financières résumées sont fournies ci-dessous.

Au 30 juin 2012, Le Groupe Bolloré détient 6 % du capital total de Mediobanca, soit 6,12% hors actions d'autocontrôle (Respectivement 5,88 % et 5,99 % au 31 décembre 2011).

En raison des conséquences favorables pour le Groupe de la renégociation des accords du pacte d'actionnaires qui contrôle 41% du capital de Mediobanca, survenue en juillet 2011, le Groupe a considéré que les conditions d'exercice d'une influence notable étaient réunies et a mis en équivalence sa participation à compter de cette date.

L'écart d'acquisition préliminaire a été calculé selon la méthode du coût aux dates d'acquisition des différents lots de titres ; s'agissant d'un *badwill*, un montant de +12 millions d'euros a été reconnu en quote-part de résultat des entités mises en équivalence au 31 décembre 2011.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs a été confiée à un cabinet extérieur. Le Groupe dispose d'un an à compter de la date de prise d'influence notable pour finaliser les travaux d'affectation.

En raison du caractère provisoire des évaluations des actifs et passifs à la juste valeur, en date d'arrêté des comptes, aucun impact relatif à ces justes valeurs n'a été reconnu dans les comptes.

L'effet sur les capitaux propres de la mise en équivalence de Mediobanca s'élevait au 31 décembre 2011 à 14,6 millions d'euros. La variation des éléments du résultat global de Mediobanca au cours du second semestre 2011 s'est élevée à (43,1) millions d'euros.

La quote-part dans le résultat de Mediobanca revenant au Groupe au titre du second semestre 2011 a été comptabilisée dans la ligne « Résultat net des entreprises associées ».

Au 30 juin 2012, la valeur de la participation mise en équivalence s'élève à 330,7 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe est de (14) millions d'euros après dépréciation des titres de (19,5) millions d'euros . La valeur de marché de la participation à cette date s'élève à 179,5 millions d'euros.

Evaluation des titres mis en équivalence

Conformément à la norme IAS 28, la valeur des participations mises en équivalence est testée à la date de clôture dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation.

La valeur d'utilité des participations est calculée à partir d'une analyse multicritère intégrant la valeur boursière, des flux de trésorerie futurs actualisés, des comparables boursiers.

Ces méthodes sont confrontées aux objectifs de cours déterminés par les analystes financiers pour les titres cotés.

=> Havas :

La valeur d'utilité de la participation dans Havas a été recalculée au 30 juin 2012, elle est supérieure au cours de bourse.

La revue de la valeur d'utilité a conduit à reconnaître une reprise de 44,8 millions d'euros au 30 juin 2012.

=> Mediobanca :

La valeur d'utilité de la participation dans Mediobanca a été recalculée au 30 juin 2012, elle est supérieure au cours de bourse.

La revue de la valeur d'utilité a conduit à reconnaître une dépréciation de (19,5) millions d'euros au 30 juin 2012.

Note 9 - Autres actifs financiers

	Au 30/06/2012				
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	dont non courant	dont courant
Actifs disponibles à la vente	3 335 375	(180 860)	3 154 515	3 154 516	0
Actifs à la juste valeur par résultat	7 658	0	7 658	7 658	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	86 336	(33 386)	52 950	48 268	4 681
Total	3 429 369	(214 246)	3 215 123	3 210 442	4 681

	Au 31/12/2011				
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	dont non courant	dont courant
Actifs disponibles à la vente	2 562 261	(181 118)	2 381 143	2 381 143	0
Actifs à la juste valeur par résultat	6 323	0	6 323	6 323	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	70 807	(33 732)	37 075	32 573	4 502
Total	2 639 391	(214 850)	2 424 541	2 420 039	4 502

Détail des variations de la période

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2011 Valeur nette	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions	Variation juste valeur ⁽²⁾	Dépréciation constatée en résultat	Autres mouvements	Au 30/06/2012 Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	2 381 143	487 822	(106)	286 761	(487)	(618)	3 154 515
Actifs à la juste valeur par résultat	6 323	0	0	1 334	0	1	7 658
Prêts, créances, dépôts et obligations	37 075	21 242	(5 446)	0	(294)	373	52 950
Total	2 424 541	509 064	(5 552)	288 095	(781)	(244)	3 215 123

⁽¹⁾ Dont acquisition de titres Vivendi pour 287,4 millions d'euros et Odet pour 196,7 millions d'euros.

⁽²⁾ Essentiellement réévaluation au titre des holdings de contrôle (soit 230 millions d'euros).

Actifs à la juste valeur par résultat

Les actifs à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des instruments financiers dérivés.

Voir note 17 - endettement financier.

Actifs disponibles à la vente

Détail des principaux titres :

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2012		Au 31/12/2011	
	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Sociétés				
Aegis ⁽¹⁾	26,14	612 999	26,18	530 030
Financière de l'Odé ⁽⁴⁾	35,55	819 352	26,83	503 974
Vivendi ⁽²⁾	2,80	527 581	1,09	229 585
Vallourec	1,68	65 835	1,69	102 649
Autres titres cotés	-	64 730	-	64 796
Sous total titres cotés		2 090 497		1 431 034
Sofibol ^{(3) (4)}	48,95	570 683	48,95	508 136
Financière V ^{(3) (4)}	49,69	296 942	49,69	264 389
Omnium Bolloré ^{(3) (4)}	49,84	149 980	49,84	133 530
Autres titres non cotés	-	46 413	-	44 054
Sous total titres non cotés		1 064 018		950 109
Total		3 154 515		2 381 143

Les titres de participation cotés sont évalués au cours de bourse (voir note 28 - informations sur les instruments financiers et la gestion des risques). Les titres de participation non cotés concernent principalement les participations du Groupe dans Omnium Bolloré, Sofibol et Financière V, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

À 30 juin 2012, des moins-values temporaires ont été reconnues directement en capitaux propres au titre des réévaluations des actifs financiers disponibles à la vente sur les titres pour un montant de (27,4) millions d'euros ; ces moins-values sont chacune considérées comme ni significatives ni durables au regard des critères de dépréciation du Groupe.

⁽¹⁾ Aegis

Malgré sa détention de 26,14 % dans Aegis, le Groupe Bolloré considère, après analyse des faits, qu'aucune condition pouvant indiquer l'existence d'une influence notable, au sens d'IAS 28 «Participations dans des entreprises associées», n'est remplie pour la période considérée, et par voie de conséquence a maintenu sa participation en titres disponibles à la vente.

⁽²⁾ Vivendi

Acquisition des titres pour 287,4 millions d'euros.

⁽³⁾ Sofibol, Financière V, Omnium Bolloré

Le Groupe Bolloré détient directement et indirectement des participations dans Sofibol, Financière V et Omnium Bolloré, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

. Sofibol, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 51,06 % par Financière V, à 35,93 % par Bolloré et à hauteur de 13,02 % par la Compagnie Saint-Gabriel, elle-même filiale à 100 % de Bolloré.

. Financière V, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 50,31 % par Omnium Bolloré, à 22,81 % par la Compagnie du Cambodge, à 10,50 % par la Financière Moncey, à 10,25 % par Bolloré, à 4 % par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, à 1,68 % par la Compagnie des Tramways de Rouen et à hauteur de 0,45 % par la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard.

. Omnium Bolloré, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 50,05 % par Bolloré Participations, à 27,92 % par African Investment Company (contrôlée par Bolloré), à 17,10 % par Financière Moncey, à 4,82 % par Bolloré et à hauteur de 0,11 % par Vincent Bolloré.

Ces titres font l'objet d'une valorisation basée sur la valeur par transparence correspondant à la moyenne des 3 méthodes décrites ci-dessous :

- des cours de bourse de Bolloré,
- des cours de bourse de Financière de l'Odé,
- des capitaux propres consolidés de Financière de l'Odé.

La valeur globale de ces participations estimée à partir du seul cours de bourse de Financière de l'Odé serait supérieure de 93,3 millions d'euros à la valeur ainsi calculée, cette valeur globale restant supérieure à leur coût d'acquisition.

⁽⁴⁾ Malgré sa participation dans les sociétés Financière de l'Odé (35,55 %), Sofibol (48,95 %), Financière V (49,69 %) et Omnium Bolloré (49,84 %), le Groupe Bolloré ne détient pas d'influence notable sur ces participations car les actions détenues sont privées de droit de vote en raison du contrôle exercé directement et indirectement par ces sociétés sur le Groupe Bolloré.

Note 10 - Stocks et en-cours

	Au 30/06/2012			Au 31/12/2011		
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Matières premières, fournitures et autres	107 726	(15 946)	91 780	104 414	(14 719)	89 695
Produits en-cours, intermédiaires et finis	27 811	(1 059)	26 752	20 071	(983)	19 088
Autres prestations en-cours	2 393	0	2 393	2 015	0	2 015
Marchandises	93 131	(573)	92 558	131 017	(659)	130 358
Total	231 061	(17 578)	213 483	257 517	(16 361)	241 156

Note 11 - Clients et autres débiteurs

	Au 30/06/2012			Au 31/12/2011		
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	1 652 818	(77 525)	1 575 293	1 492 275	(74 126)	1 418 149
Créances sociales et fiscales d'exploitation	47 260	(425)	46 835	33 766	(430)	33 336
Fournisseurs débiteurs	135 511	(424)	135 087	120 732	(426)	120 306
Comptes courants actifs	84 398	(15 881)	68 517	64 527	(15 066)	49 461
Autres créances d'exploitation	249 918	(6 892)	243 026	201 068	(6 722)	194 346
Total	2 169 905	(101 147)	2 068 758	1 912 368	(96 770)	1 815 598

Note 12 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30/06/2012			Au 31/12/2011		
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Disponibilités	374 208	(11)	374 197	502 837	(11)	502 826
Équivalents de trésorerie	128 597	(382)	128 215	84 901	(382)	84 519
Conventions de trésorerie - actif	64	0	64	64	0	64
Trésorerie et équivalents de trésorerie	502 869	(393)	502 476	587 802	(393)	587 409
Conventions de trésorerie - passif	(18 375)	0	(18 375)	(10 739)	0	(10 739)
Concours bancaires courants	(130 122)	0	(130 122)	(185 612)	0	(185 612)
Trésorerie Nette	354 372	(393)	353 979	391 451	(393)	391 058

Note 13 - Capitaux propres

Au 30 juin 2012, le capital social de Bolloré SA s'élève à 411 286 192 euros, divisé en 25 705 387 actions ordinaires d'un nominal de 16 euros chacune et entièrement libérées. Au cours de la période close le 30 juin 2012, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 22 178 725 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et potentielles dilutives s'est élevé à 22 195 624 actions.

Evolution du capital

Bolloré SA a réalisé au cours du premier semestre 2012 une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, liée à l'exercice d'options de souscription d'actions attribuées par le Conseil d'administration en date du 6 avril 2007.

Les augmentations de capital correspondantes (primes d'émission incluses) ont généré un accroissement de 90 608 milliers d'euros des capitaux propres du Groupe. Les événements affectant ou pouvant affecter le capital social de Bolloré SA sont soumis à l'accord de l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Groupe suit en particulier l'évolution du ratio endettement net / capitaux propres totaux.

L'endettement net utilisé est présenté en note 17 - endettement financier.

Les capitaux propres utilisés sont ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers.

Dividendes distribués par la société mère

Le montant total des dividendes payés sur le semestre par la société mère est de 32,6 millions d'euros, soit 1,30 euro par action. Un acompte sur dividende de 2 euros par action avait été versé au cours de l'exercice 2011, pour un dividende total de 3,30 euros au titre de l'exercice 2011.

Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2012, le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par la société Bolloré et ses filiales s'élève à 1 999 907 actions.

Résultat par action

Le tableau ci-dessous fournit le détail des éléments utilisés pour calculer les résultats par action de base et dilué présentés au pied du compte de résultat.

(en milliers d'euros)	Juin 2012	Juin 2011	Décembre 2011
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	103 554	213 900	320 675
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	103 554	213 900	320 675
Nombre de titres émis	25 705 387	24 726 861	25 094 157
Nombre de titres d'autocontrôle	(1 999 907)	(3 300 663)	(3 289 907)
Nombre de titres en circulation	23 705 480	21 426 198	21 804 250
Plan d'options de souscription d'actions	0	1 111 290	743 994
Actions gratuites	61 875	34 600	34 600
Nombre de titres émis et potentiels	23 767 355	22 572 088	22 582 844
Nombre moyen pondéré de titres en circulation - de base	22 178 725	21 392 579	21 520 397
Titres potentiels dilutifs résultant de l'exercice d'options de souscription et d'actions gratuites ⁽¹⁾	41 820	144 822	87 543
- dont stock-options du plan Bolloré 2007 ⁽²⁾	24 921	135 232	74 807
- dont attribution gratuite d'actions Bolloré SA 2010 ⁽²⁾	16 899	9 590	12 736
Nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels - après dilution	22 220 545	21 537 401	21 607 940

⁽¹⁾ Les titres potentiels, dont le prix d'exercice majoré de la juste valeur des services à rendre par les bénéficiaires jusqu'à obtention des droits est supérieur à la moyenne du cours de bourse de la période, ne sont pas retenus dans le calcul du résultat dilué par action du fait de leur effet non dilutif.

⁽²⁾ Voir note 16 - transactions dont le paiement est fondé sur des actions.

Note 14 - Provisions pour risques et charges

Pas de variation significative au cours du premier semestre 2012.

Litiges en cours :

- Litige Copigraph

Bolloré s'était vu infliger une amende par la Commission européenne pour entente au cours des années 1992 à 1995 sur le marché du papier autocopiant, marché sur lequel évoluait sa filiale Copigraph (cédée en novembre 1998 à Arjo Wiggins Apleton). Bolloré a exercé un recours le 11 avril 2002 devant le Tribunal de première instance de Luxembourg, contestant notamment la régularité de la procédure ayant abouti au prononcé de l'amende.

Par décision en date du 26 avril 2007, le Tribunal de première instance de Luxembourg, tout en reconnaissant que la communication des griefs n'avait pas permis à Bolloré de prendre connaissance du grief tiré de son implication directe dans l'infraction ni même des faits retenus par la Commission dans la décision au soutien de ce grief, de sorte que Bolloré n'avait pu utilement assurer sa défense au cours de la procédure administrative, a néanmoins rejeté le recours de Bolloré. Bolloré, qui a versé 22,7 millions d'euros d'amendes et 5,7 millions d'euros d'intérêts, a formé un pourvoi à l'encontre de cet arrêt le 11 juillet 2007 devant la Cour de justice des Communautés européennes, notamment pour la violation des droits de la défense, violation du principe de présomption d'innocence et dénaturation des éléments de preuve. La Cour de justice des Communautés européennes a estimé que le Tribunal de première instance avait commis une erreur de droit en ne tirant aucune conséquence juridique de sa décision selon laquelle les droits de la défense de Bolloré n'ont pas été respectés et, par arrêt du 3 septembre 2009, a annulé la décision initiale de la Commission en ce qu'elle vise Bolloré SA. Suite à cette annulation, la Commission a, le 16 décembre 2009, adressé une nouvelle communication de griefs à Bolloré.

Nonobstant les observations formulées par Bolloré, la Commission européenne a, le 23 juin 2010, pris une décision de réadoption de sa décision initiale et a réduit le montant de l'amende en condamnant Bolloré à 21,3 millions d'euros. Le 3 septembre 2010, Bolloré a exercé un recours devant le Tribunal de l'Union européenne contre la décision réadoptée afin d'obtenir à titre principal l'annulation de cette décision et subsidiairement une réduction très substantielle du montant de l'amende. Par décision en date du 27 juin 2012, le Tribunal de l'Union européenne a rejeté le recours de Bolloré. Bolloré a décidé de former un pourvoi à l'encontre de cet arrêt devant la Cour de Justice des Communautés Européennes.

- Class action à l'encontre de SDV Logistique Internationale

Courant novembre 2009, la société SDV Logistique Internationale a reçu une assignation à comparaître devant le Tribunal fédéral du district Est de New-York (États-Unis) dans le cadre d'une class action visant une soixantaine d'entreprises de commissionnaires de transport pour un comportement allégué d'ententes sur le prix des prestations fournies. À ce stade de la procédure, les demandeurs n'ont procédé à aucune évaluation du préjudice qu'ils allèguent. SDV Logistique Internationale, en ce qui la concerne, entend se défendre vigoureusement contre les griefs qui lui sont faits.

- Requête demandant l'annulation de la convention de délégation de service Autolib'

Le 11 mai 2011, l'Ulpro et la Société Ada ont chacune saisi le Tribunal Administratif de Paris d'une requête sommaire tendant à l'annulation de la décision de la Présidente du Syndicat Mixte Autolib' en date du 25 février 2011 de signer la convention de délégation de service public conclue par ledit syndicat et la Société Autolib' et portant sur la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles en libre service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

La société Autolib' a été rendue destinataire le 24 mai 2011 desdites requêtes en sa qualité de titulaire de la convention de délégation de service public précitée et a conclu, avec le Syndicat Mixte Autolib', au rejet pur et simple de ces recours.

Par décisions en date du 1er mars 2012 le Tribunal Administratif de Paris a rejeté la requête de l'Ulpro et celle de la société Ada. L'Ulpro et la société Ada ont formé appel de ces décisions devant la Cour Administrative d'Appel de Paris.

- Recours de la société Europcar contre l'usage de la marque Autolib'

La Cour d'appel de Paris a annulé dans le courant de l'été un jugement du tribunal de Grande Instance de Paris qui avait donné raison à la Ville de Paris dans le litige qui l'oppose à la société Europcar qui estime que la marque Autolib' est une contrefaçon de sa marque Autoliberté.

La Ville de Paris a indiqué son intention de se pourvoir en cassation contre cette décision.

En vertu de l'article 52-3 de la Délégation de Service Public entre le Syndicat Mixte Autolib' (le Concédant) et la société Autolib' (le Concessionnaire) en date du 25 février 2011, il est précisé qu'en cas de recours contre l'usage de la marque Autolib', le Concessionnaire sera indemnisé par le Concédant de tout préjudice financier.

- Recours de Getma et Necotrans contre Bolloré dans le cadre de l'attribution de la concession portuaire de Conakry

Le 3 octobre 2011, les Sociétés Getma International et NCT Necotrans ont assigné les sociétés Bolloré et Bolloré Africa Logistics devant le Tribunal de Commerce de Nanterre aux fins de condamnation in solidum à leur payer une somme totale de 100,1 millions d'euros à titre de dommages et intérêts, et 0,2 million d'euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Au soutien de leur action, Getma International et NCT Necotrans prétendent que les sociétés Bolloré et Bolloré Africa Logistics se seraient rendues coupables à leur préjudice d'actes de concurrence déloyale et de complicité de violation par l'Etat Guinéen de ses engagements contractuels.

Bolloré et Bolloré Africa Logistics qui demandent au Tribunal à ce que Getma International et NCT Necotrans soient déboutées de l'ensemble de leurs demandes et condamnées à des dommages-intérêts pour procédure abusive, rejettent avec la plus grande fermeté les allégations de ces deux sociétés. La procédure est actuellement pendante devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

- Mise en demeure de Bolloré Telecom concernant le déploiement du réseau Wimax

Le 23 novembre 2011, Bolloré Telecom s'est vu notifier par le Directeur des Affaires Juridiques de l'Autorité de régulation des communications électriques et des postes (l'Arcep), la décision du Directeur Général de l'Arcep en date du 21 novembre 2011 portant mise en demeure de la société Bolloré Telecom de respecter :

(i) à la date du 30 juin 2012, l'obligation d'utilisation effective des fréquences qui lui ont été attribuées dans chacun des départements et,

(ii) les dispositions relatives aux obligations en matière d'ampleur territoriale de déploiement figurant au cahier des charges annexé aux Décisions.

Le 20 janvier 2012, Bolloré Télécom a déposé une requête sommaire devant le Conseil d'Etat afin d'obtenir l'annulation de la décision du directeur général de l'Arcep du 21 novembre 2011 portant mise en demeure de la société Bolloré Telecom et de la décision n°2011-1365 de l'Arcep en date du 22 novembre 2011 rendant publique la mise en demeure de son directeur général.

Le Groupe reste confiant dans la conclusion en sa faveur de ces procédures.

En conséquence, aucune provision n'est constatée dans les comptes au 30 juin 2012 les concernant, à l'exception du litige Copigraph, provisionné pour un montant de 22,2 millions d'euros.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du Groupe.

Note 15 - Engagements envers le personnel

Les engagements envers le personnel ont été mis à jour au 30 juin 2012 par extrapolation des calculs au 31 décembre 2011.

Il est à noter que le Groupe a adopté l'option Sorie dans les comptes semestriels 2012 (voir Note 3 - Comparabilité des comptes). L'ensemble des périodes présentées ont été retraitées en conséquence.

Les données démographiques du 31 décembre 2011 ont été mises à jour des départs en retraite prévus sur 2012 et des effets des variations de périmètre significatives.

Les cours de change et le taux d'actualisation ont été mis à jour, les autres hypothèses ont été conservées.

1/ Actifs et passifs comptabilisés au bilan :

	Au 30/06/2012			Au 31/12/2011			Au 01/01/2011		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
(en milliers d'euros)									
Valeur actualisée des obligations (régimes non financés)	86 911	22 259	109 170	79 789	21 245	101 034	80 422	20 917	101 339
Valeur actualisée des obligations (régimes financés)	55 120	0	55 120	49 912	0	49 912	48 577	0	48 577
Juste valeur des actifs du régime	(33 347)	0	(33 347)	(32 127)	0	(32 127)	(29 457)	0	(29 457)
Coût des services passés non comptabilisés	(3 375)	0	(3 375)	(3 493)	0	(3 493)	(2 750)	0	(2 750)
Montant net au bilan des engagements envers le personnel	105 309	22 259	127 568	94 081	21 245	115 326	96 792	20 917	117 709

2/ Composantes de la charge :

	Au 30/06/2012			Au 30/06/2011			Au 31/12/2011		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
(en milliers d'euros)									
Coût des services rendus	(3 176)	(886)	(4 062)	(3 132)	(865)	(3 997)	(6 204)	(1 777)	(7 981)
Coût des services passés	(118)	0	(118)	(76)	0	(76)	(212)	(51)	(263)
Montant des gains et pertes actuariels reconnus	0	(1 066)	(1 066)	0	1 260	1 260	0	792	792
Effets des réductions et liquidation de plan	0	0	0	3 655	677	4 332	3 714	677	4 391
Charges d'intérêt	(2 933)	(448)	(3 381)	(2 625)	(390)	(3 015)	(5 275)	(809)	(6 084)
Rendement attendu des actifs du régime	923	0	923	792	0	792	1 609	0	1 609
Coûts des engagements envers le personnel	(5 304)	(2 400)	(7 704)	(1 386)	682	(704)	(6 368)	(1 168)	(7 536)

3/ Mouvements sur le passif / actif net comptabilisés au bilan :

- Evolution de la provision

	Avantages postérieurs à l'emploi (en milliers d'euros)	Autres avantages à long terme	Total
Au 1er janvier 2012	94 081	21 245	115 326
Augmentation par résultat	5 304	2 400	7 704
Reprise par résultat	(2 633)	(1 310)	(3 943)
Ecarts actuariels constatés par capitaux propres	8 624	0	8 624
Ecart de conversion	95	(76)	19
Autres mouvements	(162)	0	(162)
Au 30 juin 2012	105 309	22 259	127 568

	Avantages postérieurs à l'emploi (en milliers d'euros)	Autres avantages à long terme	Total
Au 1er janvier 2011	96 792	20 917	117 709
Augmentation par résultat	6 368	1 168	7 536
Reprise par résultat	(6 208)	(1 771)	(7 979)
Ecarts actuariels constatés par capitaux propres	(5 140)	0	(5 140)
Ecart de conversion	164	(36)	128
Autres mouvements	2 105	967	3 072
Au 31 décembre 2011	94 081	21 245	115 326

4 / (Gains) et pertes actuariels comptabilisés directement en capitaux propres

L'évolution des gains et pertes actuariels mentionnés dans l'état du résultat global et reconnus directement en capitaux propres est la suivante :

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2012	Au 30/06/2011	Au 31/12/2011
Solde d'ouverture	(8 708)	(13 842)	(13 842)
Gains et pertes actuariels reconnus au cours de la période (pour les entités contrôlées)	(8 624)	8 886	5 140
Autres variations	(9 243)	0	(6)
Solde de clôture	(26 575)	(4 956)	(8 708)

5/ Hypothèses d'évaluation :

Les taux d'actualisation, déterminés par pays ou zone géographique, sont obtenus par référence au taux de rendement des obligations privées de première catégorie (de maturité équivalente à la durée des régimes évalués).

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements, sont les suivantes :

en pourcentage	France ⁽²⁾	Royaume-Uni	Autres
Au 30 juin 2012			
Taux d'actualisation	3,75%	4,15%	3,75%
Rendement attendu des actifs	4,00%	5,79%	4,00%
Augmentation des salaires ⁽¹⁾	2,60%	3,90%	2,60%
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,40%	-	3,40%
Au 31 décembre 2011			
Taux d'actualisation	4,50%	4,70%	4,50%
Rendement attendu des actifs	4,00%	5,79%	4,00%
Augmentation des salaires ⁽¹⁾	2,60%	3,60%	2,60%
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,40%	-	3,40%
Au 01 janvier 2011			
Taux d'actualisation	4,00%	5,40%	4,00%
Rendement attendu des actifs	4,00%	5,86%	4,00%
Augmentation des salaires ⁽¹⁾	2,60%	3,90%	2,60%
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,40%	-	3,40%

⁽¹⁾ inflation comprise

⁽²⁾ Le taux d'actualisation retenu pour la zone France correspond à l'iboxx € en date d'évaluation.
L'utilisation du même taux au 30/06/2012 (3,35%) augmenterait de 0,6 million d'euros la charge constatée et de 5,1 millions d'euros des engagements totaux.

Note 16 - Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Attribution complémentaire d'actions gratuites de la Société Bolloré SA dans le cadre du plan d'attribution de décembre 2010.

Le Groupe a accordé des actions gratuites Bolloré SA à des salariés du Groupe. La réalisation de cette opération s'est effectuée dans les conditions prévues par l'Assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2010. Les modalités de ce plan ont été arrêtées lors du Conseil d'administration du 31 août 2010.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 2 « Share-based payment » à ce plan d'attribution d'actions gratuites. A la date d'octroi, le 21 mai 2012, la juste valeur des actions accordées a été calculée par un expert indépendant ; cette valeur représente la charge à comptabiliser sur la période correspondant à la durée d'acquisition des actions.

Ce montant est constaté en résultat sur la ligne « Frais de personnel » avec contrepartie en capitaux propres. Les cotisations patronales dues au titre de ce plan ont été constatées immédiatement en charge.

Conditions d'attribution :

Date d'octroi : 21 mai 2012

Nombre d'actions accordées : 27 275

Cours de l'action à la date d'octroi : 158,20 euros

Durée d'acquisition des droits : 48 mois

Obligation de conservation : 2 ans à l'issue de l'obtention

Principales hypothèses :

Taux de dividende : 2%

Taux sans risque : 1,52% à 6 ans et 1,22% à 4 ans.

Juste valeur de l'option (incluant la décote d'inaccessibilité) : 135,67 euros

Au 30 juin 2012, la charge comptabilisée en résultat au titre de ce plan s'élève à (0,1) million d'euros.

Pour les plans en vigueur au 31 décembre 2011, les charges relatives à IFRS 2 constatées sur la période s'élèvent à (0,6) million d'euros. Elles correspondent à la prise en compte d'un semestre supplémentaire d'acquisition de droits.

Les modalités d'attribution de ces plans sont détaillées dans les notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2011 du Groupe Bolloré.

Les modalités de comptabilisation de ces plans n'ont pas été modifiées sur le semestre.

Note 17 - Endettement financier

Endettement financier net :

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2012	dont courant	dont non courant
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0
Autres emprunts obligataires	436 587	4 121	432 466
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 028 521	663 085	1 365 436
Autres emprunts et dettes assimilées	285 151	164 363	120 788
Dérivés passifs	1 817	1 817	0
Endettement financier brut	2 752 076	833 386	1 918 690
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	(502 476)	(502 476)	0
Dépôt de garantie affecté au remboursement de la dette	(17 787)	0	(17 787)
Dérivés actifs (2)	(7 658)	0	(7 658)
Endettement financier net	2 224 155	330 910	1 893 245

Au 31/12/2011	dont courant	dont non courant
0	0	0
433 903	4 416	429 487
1 563 217	493 417	1 069 800
480 843	224 995	255 848
3 303	3 303	0
2 481 266	726 131	1 755 135
(587 409)	(587 409)	0
(3 603)	0	(3 603)
(6 323)	0	(6 323)
1 883 931	138 722	1 745 209

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie - Voir note 12.

(2) Voir ci-après paragraphe « Dérivés actifs et passifs de l'endettement net »

Principales caractéristiques des éléments de l'endettement financier

1- Passifs au coût amorti

A - Emprunts obligataires convertibles

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Valeur	0	0

B - Autres emprunts obligataires

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Valeur	436 587	433 903

Emis par Bolloré : solde au 30 juin 2012 : 436,6 millions d'euros; solde au 31 décembre 2011 : 433,9 millions d'euros.

Le 24 mai 2011, Bolloré a émis un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros à échéance 2016, avec un coupon annuel de 5,375%.

Le 22 décembre 2006, Bolloré a emprunté sous forme de placement privé 123 millions de dollars américains, répartis en trois tranches :

- la première tranche est à taux variable (libor + 1 %) pour un montant de 50 millions de dollars américains, remboursable en 2013 et émise à 98 % de la valeur nominale avec une prime de remboursement de 1 million de dollars ;
- la deuxième tranche est à taux fixe (6,32 %) pour un montant de 40 millions de dollars sur une durée de dix ans ;
- la troisième tranche est à taux fixe (6,42 %) pour un montant de 33 millions de dollars sur une durée de douze ans.

Cet emprunt fait l'objet d'une couverture mixte de taux et de change (*Currency and Interest Rate Swap*) échangeant les intérêts initiaux contre du taux fixe en euros, soit 2,925% pour la première tranche, 3,26% pour la deuxième tranche et 4,19% pour la dernière tranche. Le principal est remboursé en dollars américains sur la base d'un cours de 1 euro = 1,3192 dollar américain.

C - Emprunts auprès des établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2012*	31/12/2011*
Valeur	2 028 521	1 563 217

* Dont 520 millions d'euros au 30 juin 2012, 350 millions d'euros au 31 décembre 2011 au titre d'une convention de crédit-revolving dont l'échéance initiale était 2014, mais qui a été renouvelée sur la période et dont l'échéance est désormais 2017.

* Dont 190,1 millions d'euros au 30 juin 2012 et 192 millions d'euros au 31 décembre 2011 au titre d'un programme de mobilisation de créances.

* Dont 221 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 500 millions d'euros maximum (114 millions d'euros au 31 décembre 2011).

* Dont 200 millions d'euros de financement garantis par des nantissements de titres Havas au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011.

* Dont 120 millions d'euros sur un financement adossé à des titres Aegis à échéance 2016 (voir note 27 - engagements contractuels hors bilan) au 30 juin 2012.

D - Autres emprunts et dettes assimilées

(en milliers d'euros)	30/06/2012*	31/12/2011*
Valeur	285 151	480 843

*Au 30 juin 2012, comprend principalement des concours bancaires courants pour un montant de 130,1 millions d'euros et une convention de prêt avec Financière de l'Odet d'un montant de 66 millions d'euros et au 31 décembre 2011, respectivement 185,6 millions d'euros et 200 millions d'euros.

2 - Dérivés actifs et passifs de l'endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Valeur		
Dérivés actifs non courants ⁽¹⁾	(7 658)	(6 323)
Dérivés actifs courants	0	0
Total	(7 658)	(6 323)
Dérivés passifs non courants	0	0
Dérivés passifs courants	1 817	3 303
Total	1 817	3 303

⁽¹⁾ Inclus dans le poste Autres actifs financiers non courants - Voir note 9

Nature et juste valeur des instruments financiers dérivés

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Échéance	Montant nominal total (en milliers de devise)	Juste valeur des instruments au 30 juin 2012 (en milliers d'euros)	Juste valeur des instruments au 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)
Contrat d'échange de taux d'intérêts	De Taux	Bolloré	2 012	125 000 (€)	(1 777)	(3 303)
Contrat d'échange de taux d'intérêts ⁽¹⁾	De Taux	Bolloré	2 014	145 000 (€)	1 718	1 922
<i>Currency Interest rate swap</i>	De change et de taux	Bolloré	2013/ 2016/ 2018	123 000 (\$)	5 920	4 401
Autres dérivés ⁽²⁾					(20)	0

Les dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne sont pas qualifiés comptablement de couverture à l'exception d'un swap de taux ⁽¹⁾ (Variables / intérêts structurés) d'une juste valeur de 1 718 milliers d'euros au 30 juin 2012.

Les produits et les charges comptabilisés en résultat de la période au titre de ces passifs financiers sont présentés en note 24 - résultat financier.

⁽²⁾ Dérivés individuellement non significatifs.

Note 18 - Fournisseurs et autres créiteurs

	Au 31/12/2011	Variations de périmètre	Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2012
(en milliers d'euros)						
Dettes fournisseurs	822 247	13 272	(2 230)	3 245	1 345	837 879
Dettes sociales et fiscales d'exploitation	194 911	1 458	(18 223)	261	809	179 216
Clients créiteurs	168 698	149	22 886	1 179	(451)	192 461
Comptes courants - passif à moins d'un an	35 697	(16 069)	2 969	(232)	15 643	38 008
Autres dettes d'exploitation	605 862	1 311	92 404	1 629	(502)	700 704
Total	1 827 415	121	97 806	6 082	16 844	1 948 268

Note 19 - Autres passifs courants

	Au 31/12/2011	Variations de périmètre	Variations nettes	Variations de change	Autres mou- vements	Au 30/06/2012
(en milliers d'euros)						
Produits constatés d'avance	32 221	0	30 756	(534)	112	62 555
Total	32 221	0	30 756	(534)	112	62 555

Note 20 - Actifs et passifs destinés à être cédés

Le Groupe Bolloré a signé le 1er décembre 2011 l'accord définitif portant sur l'acquisition par le Groupe Canal+ des chaînes de télévision gratuites du Groupe Bolloré.

Cet accord prévoit une acquisition par le Groupe Canal+ des chaînes Direct 8 et Direct Star, ainsi que de leur régie publicitaire Intermédia, contre une rémunération en actions Vivendi.

Cette cession a obtenu en juillet l'accord des Autorités de la Concurrence mais reste soumise à l'accord du CSA qui devrait intervenir en septembre. Ne s'agissant pas d'une activité principale, cette opération ne répond pas à la définition d'une activité abandonnée selon IFRS 5. Conformément à cette norme, les actifs et passifs de ces sociétés ont été reclassés dans les bilans au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011 en actifs et passifs destinés à être cédés.

Actifs et passifs destinés à être cédés

	30/06/2012	31/12/2011
(en milliers d'euros)		
Actifs destinés à être cédés	131 370	136 135
Goodwill	70 160	70 160
Immobilisations incorporelles	3 409	2 913
Immobilisations corporelles	3 485	3 600
Autres actifs financiers	14	15
Impôts différés	2 700	2 642
Stocks et en-cours	6 755	6 367
Clients et autres débiteurs	32 225	41 802
Impôts courants	6 754	6 725
Autres actifs courants	1 438	974
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 430	937

	30/06/2012	31/12/2011
(en milliers d'euros)		
Passifs destinés à être cédés	82 366	74 176
Provisions pour avantages au personnel	389	270
Autres provisions	324	573
Impôts différés	1 461	83
Emprunts (part à moins d'un an) et concours bancaires	831	2
Provisions (part à moins d'un an)	628	658
Fournisseurs et comptes rattachés	67 989	67 646
Impôts courants	5 868	4 756
Autres passifs courants	4 876	188

Notes sur le compte de résultat

Note 21 - Informations sur les secteurs opérationnels

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle sont ceux utilisés dans le reporting interne du Groupe, revu par la Direction générale (le principal décideur opérationnel pour le Groupe) ; ils reflètent l'organisation du Groupe qui est basée sur l'axe métier.

Les secteurs présentés par le Groupe sont au nombre de 4 :

- Transport et logistique : comprend les activités de services, portant sur l'organisation en réseau du transport maritime et aérien, et de la logistique
- Industrie : comprend les activités de production et de vente de films plastiques, batteries et super capacités, terminaux et systèmes spécialisés, développements automobiles
- Distribution d'énergie : correspond à la distribution et au stockage de produits pétroliers en Europe

Les activités Télévision, Presse et autres, Télécom (technologie de l'information et de la communication), les plantations, et les holdings ne dépassant pas les seuils quantitatifs prévus par la norme IFRS 8, figurent dans la colonne « Autres activités ».

Les transactions entre les différents secteurs sont réalisées aux conditions de marché.

Aucun client individuel ne représente à lui seul plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

Les résultats opérationnels sectoriels sont les principales données utilisées par la Direction générale afin d'évaluer la performance des différents secteurs, et de leur allouer les ressources.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés à l'exception de l'affectation des redevances de marque.

Le chiffre d'affaires et les investissements sont également suivis par la Direction générale sur une base régulière.

L'information concernant les dotations aux amortissements et provisions est fournie pour permettre au lecteur d'apprecier les principaux éléments sans effets monétaires du résultat opérationnel sectoriel mais n'est pas transmise dans le reporting interne.

- Information par secteur opérationnel

En Juin 2012

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	2 649 656	106 802	1 817 671	108 764	0	4 682 893
Chiffre d'affaires intersector	3 585	503	874	24 256	(29 218)	0
Chiffre d'affaires	2 653 241	107 305	1 818 545	133 020	(29 218)	4 682 893
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(68 540)	(90 669)	(6 252)	(7 963)	0	(173 424)
Résultat opérationnel sectoriel	263 271	(112 724)	15 416	(23 817)	0	142 146
Investissements corporels et incorporels	103 815	134 480	5 099	6 405	0	249 799

Réconciliation avec le résultat opérationnel consolidé

Résultat opérationnel sectoriel	263 271	(112 724)	15 416	(23 817)	0	142 146
Redevances de marque ⁽¹⁾	(12 972)	0	0	12 972	0	0
Résultat opérationnel consolidé	250 299	(112 724)	15 416	(10 845)	0	142 146

En Juin 2011

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	2 334 579	112 237	1 476 632	108 357	0	4 031 805
Chiffre d'affaires intersector	2 542	192	794	16 346	(19 874)	0
Chiffre d'affaires	2 337 121	112 429	1 477 426	124 703	(19 874)	4 031 805
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(51 402)	(16 088)	(5 486)	(11 553)	0	(84 529)
Résultat opérationnel sectoriel	187 268	(32 808)	10 229	(29 140)	0	135 549
Investissements corporels et incorporels	93 415	32 333	6 258	20 368	0	152 374

Réconciliation avec le résultat opérationnel consolidé

Résultat opérationnel sectoriel	187 268	(32 808)	10 229	(29 140)	0	135 549
Redevances de marque ⁽¹⁾	(11 441)	0	0	11 441	0	0
Résultat opérationnel consolidé	175 827	(32 808)	10 229	(17 699)	0	135 549

En Décembre 2011

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	4 871 757	225 026	3 185 534	208 215	0	8 490 532
Chiffre d'affaires intersectoriel	4 570	786	1 743	44 238	(51 337)	0
Chiffre d'affaires	4 876 327	225 812	3 187 277	252 453	(51 337)	8 490 532
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(105 233)	(72 165)	(17 749)	(12 880)	0	(208 027)
Résultat opérationnel sectoriel	414 021	(99 929)	27 642	(50 119)	0	291 615
Investissements corporels et incorporels	241 196	117 339	16 099	32 809	0	407 443

Réconciliation avec le résultat opérationnel consolidé

Résultat opérationnel sectoriel	414 021	(99 929)	27 642	(50 119)	0	291 615
Redevances de marque ⁽¹⁾	(22 839)	0	0	22 839	0	0
Résultat opérationnel consolidé	391 182	(99 929)	27 642	(27 280)	0	291 615

⁽¹⁾ Facturation des signes matériels qui distinguent le Groupe dans le monde.

- Informations par zone géographique

(en milliers d'euros)	France et DOM-TOM	Europe hors France	Afrique	Amériques	Asie/Pacifique	Total
En Juin 2012						
Chiffre d'affaires	2 334 364	754 405	1 106 612	168 400	319 112	4 682 893
Immobilisations incorporelles	161 330	310	201 721	909	1 373	365 643
Immobilisations corporelles	449 350	45 477	659 496	51 576	12 362	1 218 261
Investissements corporels et incorporels	159 708	1 050	80 611	3 946	4 484	249 799
En Juin 2011						
Chiffre d'affaires	2 049 960	687 513	891 211	146 896	256 225	4 031 805
Immobilisations incorporelles	147 782	377	89 271	1 821	1 310	240 561
Immobilisations corporelles	395 395	45 364	628 115	41 511	6 523	1 116 908
Investissements corporels et incorporels	56 901	1 171	86 401	6 532	1 369	152 374
En Décembre 2011						
Chiffre d'affaires	4 265 216	1 449 198	1 923 300	299 300	553 518	8 490 532
Immobilisations incorporelles	143 296	412	174 829	1 198	1 524	321 259
Immobilisations corporelles	420 219	51 998	650 075	48 112	9 831	1 180 235
Investissements corporels et incorporels	172 642	6 485	210 412	11 532	6 372	407 443

Le chiffre d'affaires par zone géographique présente la répartition des produits en fonction du pays où la vente est réalisée.

Note 22 - Principales évolutions à périmètre et taux de change constants

Le Groupe a modifié au 30 juin 2012, la méthode de préparation des données constantes (Voir note 3 - Comparabilité des comptes)

Le tableau ci-dessous décrit l'incidence des variations de périmètre et de change sur les chiffres clés, les données 2011 étant ramenées au périmètre et taux de change 2012.

Lorsqu'il est fait référence à des données à périmètre et change constants, cela signifie que l'impact des variations de taux de change et de variations de périmètre (acquisitions ou cessions de participation dans une société, variation de pourcentage d'intégration, changement de méthode de consolidation) a été retraité.

(en milliers d'euros)	Juin 2012	Juin 2011	Variations de périmètre	Variations de change	Juin 2011 périmètre et change constants	Décembre 2011
Chiffre d'affaires	4 682 893	4 031 805	94 894 ⁽¹⁾	53 887	4 180 586	8 490 532
Résultat opérationnel	142 146	135 549	2 388	3 914	141 851	291 615

⁽¹⁾ Les variations de périmètre concernant le chiffre d'affaires sont principalement liées à l'intégration du groupe LCN à compter de février 2011.

Note 23 - Résultat opérationnel

L'analyse du résultat opérationnel par nature de produits et charges est la suivante :

	Juin 2012	Juin 2011	Décembre 2011
(en milliers d'euros)			
Chiffre d'affaires	4 682 893	4 031 805	8 490 532
- Ventes de Biens	1 900 958	1 579 976	3 359 077
- Prestations de services	2 734 529	2 402 425	5 030 739
- Produits des activités annexes	47 406	49 404	100 716
Achats et charges externes :	(3 824 996)	(3 306 092)	(6 956 643)
- Achats et charges externes	(3 720 857)	(3 217 249)	(6 773 587)
- Locations et charges locatives	(104 139)	(88 843)	(183 056)
Frais de personnel	(557 169)	(500 854)	(1 030 002)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(173 424)	(84 529)	(208 027)
Autres produits opérationnels (*)	65 633	63 100	105 011
Autres charges opérationnelles (*)	(50 791)	(67 881)	(109 256)
Résultat opérationnel	142 146	135 549	291 615

* Détails des autres produits et charges opérationnels :

	Juin 2012		
(en milliers d'euros)	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
Plus-values (moins-values) sur cessions d'immobilisations	(618)	7 682	(8 300)
Pertes et gains de change	860	12 233	(11 373)
Bénéfices et pertes attribués	1 130	14 682	(13 552)
Autres ⁽¹⁾	13 470	31 036	(17 566)
Autres produits et charges opérationnels	14 842	65 633	(50 791)

	Décembre 2011		
(en milliers d'euros)	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
Plus-values (moins-values) sur cessions d'immobilisations	(259)	9 898	(10 157)
Pertes et gains de change	1 141	28 585	(27 444)
Bénéfices et pertes attribués	284	25 065	(24 781)
Autres ⁽¹⁾	(5 411)	41 463	(46 874)
Autres produits et charges opérationnels	(4 245)	105 011	(109 256)

⁽¹⁾ Dont diverses charges de gestion courante individuellement non significatives, et en juin 2012, 11 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche (5 millions d'euros en juin 2011 et 11 millions d'euros en décembre 2011).

	Juin 2011		
	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
	102	14 973	(14 871)
	514	11 489	(10 975)
	166	12 923	(12 757)
	(5 563)	23 715	(29 278)
	(4 781)	63 100	(67 881)

Note 24 - Résultat financier

	Juin 2012	Juin 2011	Décembre 2011
(en milliers d'euros)			
Coût net du financement	(40 181)	(28 376)	(66 781)
- Charges d'intérêts	(47 105)	(35 032)	(80 465)
- Revenus des créances financières	5 193	5 710	11 179
- Autres produits	1 731	946	2 505
Autres produits financiers (*)	80 302	312 256	399 777
Autres charges financières (*)	(41 079)	(162 962)	(186 684)
Résultat financier	(958)	120 918	146 312

* Détails des autres produits et charges financiers :

	Juin 2012		
	Total	Produits financiers	Charges financières
(en milliers d'euros)			
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	48 687	48 687	0
Plus-values sur cession des titres de participation et des valeurs mobilières de placement ⁽²⁾	(97)	252	(349)
Effet des variations de périmètre de consolidation	(5 257)	0	(5 257)
Variations des provisions financières ⁽³⁾	(2 831)	1 803	(4 634)
Mise à la juste valeur des dérivés	3 026	3 064	(38)
Autres ⁽⁴⁾	(4 305)	26 496	(30 801)
Autres produits et charges financiers	39 223	80 302	(41 079)

	Décembre 2011		
	Total	Produits financiers	Charges financières
(en milliers d'euros)			
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	78 059	78 059	0
Plus-values sur cession des titres de participation et des valeurs mobilières de placement ⁽²⁾	140 743	276 125	(135 382)
Effet des variations de périmètre de consolidation	12	163	(151)
Variations des provisions financières ⁽³⁾	(2 680)	10 099	(12 779)
Mise à la juste valeur des dérivés	5 090	5 163	(73)
Autres ⁽⁴⁾	(8 131)	30 168	(38 299)
Autres produits et charges financiers	213 093	399 777	(186 684)

⁽¹⁾ Principalement en juin 2012 dividendes Vivendi pour 34,9 millions d'euros, et en décembre 2011, dividende exceptionnel d'Aegis suite à la cession de Synovate pour 59,9 millions d'euros.

⁽²⁾ Plus-value de cession des titres Vallourec vendus à terme pour 140,8 millions d'euros au 1er semestre 2011.

⁽³⁾ Dont, au 31 décembre 2011, une dépréciation de (8) millions d'euros sur les titres Premafin et diverses reprises sur les sociétés cédées ou liquidées .

⁽⁴⁾ Ce montant est essentiellement constitué des pertes et gains de change sur éléments financiers.

	Juin 2011		
	Total	Produits financiers	Charges financières
	13 176	13 176	0
	140 910	275 612	(134 702)
	(245)	0	(245)
	(5 344)	748	(6 092)
	(2 368)	3 253	(5 621)
	3 165	19 467	(16 302)
	149 294	312 256	(162 962)

Note 25 - Impôts sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt

	Juin 2012	Juin 2011	Décembre 2011
(en milliers d'euros)			
Impôts sur les bénéfices	(87 040)	(60 243)	(134 778)
Impôts sur les plus values (long terme)	(87)	(168)	(202)
Contributions complémentaires sur IS	(1 569)	(1 162)	(2 871)
Produits d'intégrations fiscales	29 917	15 084	45 008
Sous-total impôts courants	(58 779)	(46 489)	(92 843)
(Dotation) reprise provisions pour impôt	6 172	3 944	1 618
Variation nette des impôts différés	(4 018)	(6 425)	1 277
Autres impôts (forfaitaire, redressements, crédit impôts, <i>Carry back</i>)	(1 220)	(178)	3 154
Retenues à la source	(11 848)	(10 299)	(13 428)
CVAE	(6 446)	(4 862)	(11 130)
Total	(76 139)	(64 309)	(111 352)

Evolution en 2012

	Au 31/12/2011	Variations de périmètre	Variations Nettes	Variations de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Au 30/06/2012
(en milliers d'euros)						
Impôts différés - actif	26 045	(559)	(736)	102	1 954	26 806
Impôts différés - passif	60 260	(1 797)	3 282	341	1 979	64 065
Impôts différés nets	(34 215)	1 238	(4 018)	(239)	(25)	(37 259)

⁽¹⁾ La variation nette des autres mouvements comprend essentiellement les impôts différés relatifs à la juste valeur des instruments financiers (pour (3,5) millions d'euros) et relatifs au SORIE (pour 2,7 millions d'euros)

Evolution en 2011

	Au 01/01/2011	Variations de périmètre	Variations Nettes	Variations de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Au 31/12/2011
(en milliers d'euros)						
Impôts différés - actif	43 364	(1 740)	(6 798)	168	(8 950)	26 045
Impôts différés - passif	69 210	5 656	(8 075)	11	(6 542)	60 260
Impôts différés nets	(25 846)	(7 396)	1 277	157	(2 408)	34 215

⁽¹⁾ La variation nette des autres mouvements comprend essentiellement les impôts différés relatifs à la juste valeur des instruments financiers (pour (1) million d'euros) et relatifs au SORIE (pour (1,5) million d'euros)

Autres informations

Note 26 - Parties liées

- TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le Groupe a conclu diverses transactions avec des sociétés liées dans le cadre normal de ses activités. Ces transactions sont réalisées aux conditions de marché.

Elles comprennent principalement les relations de nature commerciale ou financière entre Bolloré et ses filiales, notamment les opérations de centralisation de trésorerie.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2012, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions entre le Groupe et ses parties liées par rapport au 31 décembre 2011 (voir Note 32 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011).

Note 27 - Engagements contractuels hors bilan

La présente note se lit en complément des informations relatives aux engagements donnés et reçus au 31 décembre 2011, tels que décrits dans la note 33 « Engagements contractuels hors-bilan » de la note annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2011.

Le Groupe n'a pas conclu de nouvel engagement individuellement significatif au cours du premier semestre 2012 à l'exception de celui mentionné ci-dessous :

- Nantissement de titres Aegis.

En avril 2012, le Groupe a mis en place une opération de financement auprès d'un établissement de premier ordre lui permettant de recevoir 120 millions d'euros en nantissant 54 millions d'actions Aegis. Le Groupe conserve la pleine propriété des actions pendant toute la durée de l'opération, et conserve en particulier la possibilité de les céder.

Note 28 - Informations sur les instruments financiers et la gestion des risques

Cette présente note est une actualisation des informations fournies dans la note 35 du rapport annuel 2011.

Suivi et gestion de la dette et des instruments financiers

Les Directions de la Trésorerie et du Contrôle de gestion du Groupe organisent et supervisent la remontée des informations et des indicateurs financiers mensuels des divisions, en particulier le compte de résultat et le suivi de l'endettement net.

Toute contrepartie bancaire, intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie, doit avoir obtenu l'aval de la Direction Financière. Le Groupe travaille uniquement avec des établissements bancaires de premier ordre.

A - Risque de marché concernant les actions cotées

Compte tenu de ses activités financières, le Groupe Bolloré est exposé à la variation du cours des titres cotés.

Les titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées sont évalués en juste valeur à la clôture conformément à la norme IAS 39 Instruments financiers et sont classés en actifs financiers disponibles à la vente.

Pour les titres cotés, cette juste valeur est la valeur boursière à la clôture.

Au 30 juin 2012, les réévaluations temporaires des titres disponibles à la vente du bilan consolidé déterminées sur la base des cours de bourse s'élèvent à 1 526,3 millions d'euros avant impôt, avec pour contrepartie les capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2012, une variation de 1% des cours de bourse entraînerait un impact de 29,6 millions d'euros sur les actifs disponibles à la vente et de 29,2 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés ⁽¹⁾, dont 8,7 millions d'euros au titre des réévaluations par transparence des holdings intermédiaires de contrôle ⁽²⁾. Les titres de ces sociétés non cotées revêtent un caractère peu liquide.

⁽¹⁾ Hors effet sur les titres détenus par des participations mises en équivalence externes au Groupe Bolloré.

⁽²⁾ Réévaluations par transparence basées notamment sur les valeurs boursières de Bolloré et de Financière de l'Odet (voir note 9 - autres actifs financiers).

B - Risque de liquidité

La part à moins d'un an des crédits utilisés au 30 juin 2012 inclut 221 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 500 millions d'euros maximum et 190,1 millions de mobilisations de créances.

Par ailleurs, le montant des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 731 millions d'euros au 30 juin 2012.

L'ensemble des lignes bancaires tirées et non tirées s'amortit comme suit :

- année 2012	7 %
- année 2013	9 %
- année 2014	9 %
- année 2015	9 %
- année 2016	27 %
- au delà de 2016	39 %

La durée moyenne des sources de financement du Groupe est de 4 années.

La majorité des tombées intervient en 2016 et au-delà.

Le Groupe ne fait pas appel à des financements bancaires conditionnés à une notation externe. L'essentiel des lignes de crédits utilisées, comme confirmées non utilisées (dont le crédit Syndiqué de 1 milliard d'euros à échéance 2017), prévoit des clauses de remboursement anticipé dépendant du respect de ratios financiers. Il s'agit alors de deux ratios : un ratio d'endettement et un ratio relatif à la capacité du Groupe à faire face au service de la dette.

Le Groupe respecte l'ensemble de ces critères au 30 juin 2012.

C - Risque de taux

La Direction générale décide de la mise en place de couverture de taux. Des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA) sont éventuellement utilisées pour gérer le risque de taux de la dette du Groupe.

La note 17 décrit les différents instruments dérivés de couverture de risque de taux du Groupe.

Au 30 juin 2012, après couverture, la part de l'endettement financier net à taux fixe s'élève à 31% de l'endettement total.

Sensibilité : si les taux varient uniformément de +1 %, l'impact annuel sur les frais financiers serait de + 15 millions d'euros après couverture sur la dette portant intérêt.

Les excédents de trésorerie sont placés dans des produits monétaires sans risque.

D - Risque crédit client

La Direction de la Trésorerie Groupe centralise mensuellement l'évolution du besoin en fonds de roulement. La plupart des divisions ont recours à l'assurance crédit et, les plus grandes, ont un crédit manager.

De par la diversité de ses activités, le Groupe a une base de clients très diversifiée tant en terme de secteur d'activité que de taille et de localisation.

Les analyses des créances clients sont réalisées au cas par cas, et les dépréciations sont constatées sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client, de l'existence ou non d'une assurance crédit, et des retards de paiement.

Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

E - Risque de devise

La répartition du chiffre d'affaires (60% en Euro, 13% en CFA, 4% en Francs suisse, 3% en Dollar US, 2% en Livre Sterling, 18% en autres devises) et le fait que beaucoup de dépenses d'exploitation soient en devises locales, limitent de fait l'exposition du Groupe au risque de change opérationnel.

Le Groupe réduit encore son exposition au risque de change en couvrant ses principales opérations en devises, autres que l'euro et le CFA.

La gestion du risque de change est centralisée au niveau du Groupe en France et en Europe : chaque filiale ayant des flux annuels en devises vis à vis de tiers externes tant en export/vente qu'en import/achat supérieurs à 150 milliers d'euros ouvre un compte par devise. Afin de supprimer le risque de variation du cours de change, chaque fin de mois elle demande une couverture auprès de la cellule de gestion, sur le solde prévisionnel de ses ventes/achats du mois suivant, payable selon le cas à 30 ou 60 jours fin de mois.

La trésorerie devises calcule le net des positions commerciales et se couvre auprès des banques par une opération de type ferme (achat ou vente à terme). En plus de ces opérations glissantes à trois mois (procédure fin de mois), d'autres couvertures peuvent être prises ponctuellement pour un marché.

Les flux intra-groupe font l'objet d'un netting mensuel qui permet de limiter les flux échangés et de couvrir les risques de change résiduels.

Les pertes et gains de change nets totaux liés aux flux opérationnels en devises se sont élevés au 30 juin 2012 pour le Groupe à 0,9 million d'euros soit 0,64 % du résultat opérationnel de la période.

F - Risque matières premières

Les métiers du Groupe ci-dessous sont sensibles aux évolutions des cours des matières premières suivantes :

Energie : Pétrole

Plantations : Huile de palme et caoutchouc

Compte-tenu de la dispersion de ses activités, les effets de l'évolution du cours de ces matières premières sur les résultats du Groupe dans son ensemble restent toutefois limités.

Le secteur opérationnel Distribution d'énergie est le seul secteur du Groupe qui soit, directement et notamment impacté par la variation du prix du baril de pétrole ; le chiffre d'affaires est fortement corrélé au prix du pétrole brut et totalement corrélé au prix des produits raffinés.

Afin de minimiser les effets du risque pétrole sur les résultats, la division Distribution d'énergie répercute les variations du cours du produit aux clients et met en place des achats et ventes à terme de produit adossés à des opérations physiques.

Au 30 juin 2012, les ventes à terme de produits s'élèvent à 7,7 millions d'euros et les achats à terme à 16,4 millions d'euros. Les positions ouvertes acheteur sur marchés IPE (*International Petroleum Exchange*) s'élèvent à 13 000 tonnes pour 8,7 millions d'euros.

Les stocks de fuel domestique sont intégralement couverts à l'exception d'un stock d'environ 59 500 m³ au 30 juin 2012.

Note 29 - Evénements postérieurs à la clôture

AEGIS

Le Groupe Bolloré qui détient une participation financière d'environ 26% dans la société britannique Aegis, a annoncé le 12 juillet 2012 avoir accepté la proposition que lui a faite le groupe japonais Dentsu de la lui céder au prix de 240 pences par action.

Le Groupe a cédé environ 20% du capital d'Aegis au début du second semestre 2012 pour 706 millions d'euros et apportera le solde de sa participation à l'offre lancée par Dentsu.

Direct 8 / Direct Star

Les Groupes Bolloré et Canal Plus ont obtenu le 23 juillet 2012, l'accord des Autorités de la Concurrence concernant le partenariat stratégique autour des chaînes de la TNT Direct 8 et Direct Star.

La finalisation de cette opération reste soumise à l'agrément du CSA qui devrait intervenir en septembre 2012.

Attestation du Rapport Financier Semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 1 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31 août 2012
Vincent Bolloré
Président directeur général

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier au 30 juin 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BOLLORE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1- CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire. Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Changement de méthode comptable des engagements envers le personnel » de la note 3 « Comparabilité des comptes » de l'annexe.

2- VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

AEG FINANCES
Membre de Grant Thornton International

CONSTANTIN ASSOCIES

Philippe BAILLY

Thierry QUERON